

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. De beslissing om erkenning van de vereniging van de Franstalige sportfederaties, toegekend op basis van het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, opgeheven bij het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, wordt behouden tot 31 december 2008.

Art. 17. Het boekhoudingsmodel bedoeld in artikel 3, 6°, treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 30 maart 2007.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota's

Zitting 2006-2007 :

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 353-1. — Commissieamendement nr. 353-2. — Verslag, nr. 353-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 27 maart 2007.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3116

[2007/202341]

7 JUIN 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 1^{er}, 22, 23, 25, 32, 35 et 42 à 46;

Vu le schéma de développement de l'espace régional, adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1979 établissant le plan de secteur de Thuin-Chimay;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1980 établissant le plan de secteur de Philippeville-Couvin;

Considérant que l'option retenue par le schéma de développement de l'espace régional en ce qui concerne la protection et la gestion des ressources du sous-sol est de répondre aux besoins d'espaces nécessaires à l'activité extractive pour les trente prochaines années;

Considérant le Contrat d'avenir pour les Wallonnes et les Wallons, adopté le 20 janvier 2005 et les actions prioritaires pour l'avenir wallon, adoptées le 30 août 2005;

Considérant qu'en date du 27 mars 2002, le Gouvernement wallon a chargé le Ministre de l'Aménagement du Territoire de procéder à l'instruction des dossiers de demande d'inscription de zones d'extraction sur base de la méthodologie suivante : vérification par l'administration que la demande porte sur un gisement validé par l'étude réalisée par l'Université de Liège relative à l'inventaire des ressources du sous-sol, que ladite demande correspond à un plan stratégique de développement de l'entreprise, en termes économiques, d'emplois et de mobilité durable et qu'elle s'inscrit dans au moins une des priorités suivantes :

- l'exploitation ne peut se poursuivre plus de 6 ans dans les limites de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur, en fonction du rythme d'exploitation actuel, sauf circonstances exceptionnelles motivées dans le plan stratégique;
- la demande contribue à maintenir un potentiel productif dans un matériau servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie;

Considérant que la SA Carrières de Lompret exploite sur le territoire de l'ancienne commune de Lompret (Chimay), une carrière de pierres calcaires à basse teneur en carbonate de calcium, pour la production de concassés commercialisés sous la forme de granulats destinés aux travaux de génie civil et au secteur de la construction;

Considérant que la zone d'extraction dans laquelle s'inscrit cette exploitation est reprise au plan de secteur de Thuin-Chimay (Chimay (Lompret)) sur environ 19,2 ha et sur 8,4 ha au plan de secteur de Philippeville-Couvin (commune de Couvin, ancienne commune d'Aublain);

Considérant que la carrière est ouverte dans le flanc nord d'un anticlinal, au sein des calcaires argileux du Membre de Bieumont de la Formation des Grands-Breux datant du Frasnien moyen; que les couches géologiques sont orientées est-ouest et présentent un pendage de l'ordre de 20 à 30° vers le nord;

Considérant que la production s'élève actuellement à 125.000 tonnes par an, ce qui génère un emploi de 8 personnes;

Considérant que la clientèle est située dans un rayon maximum de 200 km, dont 85 % sur le marché belge et 15 % sur le marché français; qu'au-delà de ce rayon d'action, le produit perd tout caractère compétitif vu les coûts de transports;

Considérant que l'acheminement des produits se fait exclusivement par transport routier et engendre un charroi de 30 camions d'une moyenne de 20 tonnes de charge utile par jour dans chaque sens, 210 jours/an; que la moitié de ce trafic s'oriente vers le sud via la N99 Chimay-Couvin, et l'autre moitié se dirige vers le nord par la N589 vers Cerfontaine et la N53 vers Beaumont et Charleroi; que seuls 15 % du charroi transitent encore par le centre de Lompret;

Considérant qu'un glissement de terrain important, entraînant des conséquences humaines dramatiques, est survenu en novembre 2005 dans la partie orientale de l'exploitation actuelle; que les 7 sondages destructifs effectués dans la partie est de la zone d'extraction par la société CEFOR en juin 2006 en vue de la présentation d'un nouveau plan d'exploitation à l'Inspection du Travail, ont révélé la présence de niveaux schisteux non valorisables dans toute cette partie est; qu'il en résulte qu'en dehors du niveau calcaire exploité dans la carrière actuelle, seule une bande de calcaires argileux de moindre qualité peut encore être exploitée au nord, au sein de l'actuelle zone d'extraction inscrite au plan de secteur;

Considérant que, pour les raisons de sécurité de l'exploitation et de qualité du gisement exposées ci-avant, il convient de renoncer à l'exploitation de la partie de la zone d'extraction inscrite à l'est de la carrière actuelle; que ces terrains sont en outre relativement proches des habitations de la rue de Virelles à Aublain, qui pourraient subir les nuisances liées aux tirs de mines;

Considérant que cette situation ne permet plus d'assurer la pérennité de l'exploitation au-delà des trois prochaines années;

Considérant qu'une campagne de reconnaissance géologique de 30 forages destructifs et une étude géophysique menée sur base de 7 traînés électriques ont été réalisées en 1994 par la société Geohygeor et ont permis de mettre en évidence l'existence, au-delà de la limite nord de la zone d'extraction, d'une lentille biohermale de calcaire gris clair massif à haute teneur en carbonate de calcium, correspondant à un récif de la Formation de Neuville situé au-dessus de la Formation des Grands-Breux, et exploitable d'ouest en est sur une épaisseur d'environ 45 mètres;

Considérant dès lors que, pour assurer la poursuite de son exploitation au-delà de l'échéance de trois ans, la SA Carrières de Lompret sollicite l'inscription en zone d'extraction de cet ensemble de terrains situé sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret), dans le prolongement nord de l'exploitation actuelle et délimité :

- au nord, par l'ancienne ligne de chemin de fer L156 Chimay-Mariembourg;
- à l'est, par la limite entre les communes de Chimay et de Couvin;
- au sud et à l'ouest, par la zone d'extraction correspondant à l'actuel site d'exploitation;

Considérant que les terrains dont l'inscription en zone d'extraction est envisagée présentent une superficie de 8,1 ha et sont affectés en zone agricole pour 5,5 ha et en zone forestière pour 2,6 ha au plan de secteur de Thuin-Chimay;

Considérant que ces terrains correspondent bien au gisement défini par le laboratoire d'analyses litho et zoonstratigraphiques de l'Université de Liège dans son étude des ressources du sous-sol de la province de Hainaut (mars 2000) réalisée à la demande de la Région wallonne;

Considérant que, si les forages les plus récents font apparaître que des zones karstifiées pourraient être présentes à l'extrémité est de ce nouveau gisement et qu'une grande faille orientée sud-ouest - nord-est le traversant a par ailleurs été identifiée, aucune cavité karstique n'a cependant été détectée au centre du bioherme; que, sur base des éléments géologiques connus, l'exploitation de ce gisement pourrait être envisagée en 3 niveaux (2 paliers), jusqu'à une profondeur de 45 mètres et devrait permettre l'exploitation de 2 500 000 m³, soit 6 250 000 tonnes, ce qui permettrait de maintenir, sans augmentation, le niveau de production annuelle actuel, de l'ordre de 125.000 tonnes, pendant 35 ans, et d'assurer ainsi le maintien de 8 emplois directs sur le site;

Considérant qu'après concassage, le calcaire à basse teneur sera vendu comme granulats à raison d'environ 40 % de la production tandis que le calcaire à haute teneur, qui représenterait 60 % de la production, pourrait être vendu comme produit cru aux sucreries, à l'industrie de la chimie et aux producteurs de chaux; que ce calcaire à haute teneur doit être considéré comme servant d'intrant dans un secteur économique important en Wallonie au sens de la décision du Gouvernement wallon du 27 mars 2002 précitée;

Considérant qu'en termes de besoins économiques, le rapport établi par la Conférence permanente du Développement territorial en janvier 2007, en conclusion de la mission d'expertise sur les zones d'extraction confiée par le Gouvernement wallon, tend à montrer qu'en fonction de facteurs économiques, démographiques et environnementaux, le secteur de la construction, consommateur de granulats, bénéficierait encore d'un potentiel de croissance important pour les 10 à 15 prochaines années et que cette tendance se répercuterait sur l'activité carrière; que, pour le génie civil, il convient également d'intégrer le taux de rattrapage important qui devrait nécessairement s'appliquer à l'entretien des infrastructures publiques;

Considérant que le calcaire pur (CaCO₃>97 %) est destiné à des marchés nombreux et variés, allant des secteurs de l'agro-alimentaire à la chimie; que le rapport précité fait apparaître que, bien que ces marchés soient fluctuants en raison de la mondialisation, les producteurs de chaux wallons s'attendent à devoir répondre à une hausse de la demande tant quantitative que qualitative; que l'exploitation du bioherme identifié au nord de l'exploitation actuelle répond donc bien à un besoin économique et offre la perspective à la SA Carrières de Lompret de pénétrer un nouveau marché porteur dont elle entame la prospection; qu'il appartiendra à l'auteur de l'étude d'incidences de plan à laquelle sera soumis le présent avant-projet de plan en application de l'article 42 du Code de préciser les parts du marché auxquelles l'entreprise pourrait prétendre, compte tenu des perspectives d'évolution de celui-ci et des projets de développement connus de la concurrence;

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la situation existante de fait et de droit des terrains faisant l'objet de la présente révision de plans de secteur et de ceux situés à leurs abords :

Que trois zones d'habitat à caractère rural sont situées à proximité de la carrière de Lompret :

- la plus proche est celle du village d'Aublain, située à environ 300 mètres à l'est de la fosse d'extraction actuelle mais à moins de 150 mètres de l'extrémité de la zone d'extraction actuellement inscrite au plan de secteur de Philippeville-Couvin;
- le village de Lompret dont la partie nord, formée par la rue G. Sellière, est située à environ 300 mètres à l'ouest de la zone d'extraction;
- une zone d'habitat située à environ 500 mètres à l'est, au lieu-dit "La Galoperie";

Qu'en conséquence, la présente révision de plans de secteur, en ce qu'elle supprime la partie de la zone d'extraction située à l'est de l'exploitation actuelle, permettra d'éviter une trop grande proximité des habitations de la rue de Virelles à Aublain avec les activités extractives et principalement les nuisances liées aux tirs de mines; que la nouvelle zone d'extraction prévue au nord s'écarte également du centre du village de Lompret;

Qu'en ce qui concerne les impacts éventuels de la nouvelle carrière sur les populations les plus proches, il y a lieu de relever des éléments du dossier que l'exploitation conjointe de plusieurs matériaux ne devrait pas entraîner d'équipements industriels supplémentaires dans la mesure où les installations existantes sont aisément adaptables au nouveau produit extrait; que les accès seront ceux existant actuellement, une piste interne d'environ 250 mètres étant prévue entre la zone d'extraction et les dépendances situées au sud, dans l'actuelle zone d'extraction; que les tirs de mines pour l'exploitation future seront limités à raison d'un tir par semaine comme c'est le cas actuellement et que le charroi restera inchangé en termes de volume; considérant, nonobstant ces indications, que toutes les mesures et dispositifs éventuels à prévoir pour favoriser l'intégration paysagère de l'exploitation et éviter les altérations du cadre de vie telles les nuisances liées aux tirs de mines, au charroi, au bruit, poussières et autres émissions atmosphériques seront précisés par l'étude d'incidences de plan qui sera réalisée sur le présent avant-projet en application de l'article 42 du Code ainsi que par le permis unique auquel sera subordonnée la mise en œuvre de la zone d'extraction;

Que l'ensemble du village de Lompret est classé comme site par un arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 mars 1983, est repris dans l'inventaire des plus beaux villages de Wallonie et est soumis au règlement général sur les bâtisses en site rural;

Que la présente révision de plans de secteur, dans la mesure notamment où elle éloigne la future exploitation vers le nord, devrait avoir peu de conséquences sur l'attrait patrimonial du village ainsi que sur les périmètres d'intérêt paysager inscrits aux plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin sur les terrains situés dans les prolongements ouest et sud de la zone d'extraction actuelle; que, bien que cette partie du territoire fasse l'objet d'une surimpression, l'étude paysagère réalisée par ADESA pour la Région wallonne en 1999, ne lui reconnaît pas un grand intérêt paysager en raison de son aspect morcelé, alors qu'elle accorde un grand intérêt paysager aux terrains situés sur Aublain que le présent avant-projet permet de soustraire à l'exploitation;

Que l'activité extractive ne devrait pas provoquer de rabattement de la nappe aquifère étant donné que l'exploitation du bioherme sera limitée à une profondeur de 45 mètres (soit jusqu'à la cote de + 180 mètres) et qu'aucune venue d'eau n'a été constatée jusqu'à une profondeur de 50 mètres lors des forages effectués en 1994;

Qu'en raison du phasage d'exploitation proposé, d'importantes venues d'eau pourraient cependant survenir dans la partie ouest de la zone d'extraction projetée, où coule le ruisseau de *la Fontaine*, à une altitude d'environ 202 mètres; que ce ruisseau, perché dans des argiles résultant de l'altération des schistes de la Formation de Neuville sous-jacente, est encadré d'une zone marécageuse comportant une peupleraie sur sol humide, située dans la zone d'extraction visée; qu'il conviendra que l'étude d'incidences de plan à laquelle sera soumis le présent avant-projet examine particulièrement les aspects hydrogéologiques et hydrologiques du projet et propose les reculs et mesures les plus adéquates pour éviter toute perturbation du cours du ruisseau et des zones humides qui lui sont liées;

Que l'intérêt biologique des prairies situées dans la zone projetée est relativement faible, tandis que celui des parcelles boisées et talus de chemin de fer est moyen à élevé;

Qu'afin de réduire l'impact sur le milieu naturel, le demandeur prévoit dès à présent de maintenir un espace tampon boisé d'environ 10 mètres de large le long du sentier vicinal n° 9, en limite est de la carrière, et le maintien d'un autre espace boisé de 25 mètres de largeur entre la future fosse d'extraction et l'ancienne ligne de chemin de fer; que ces espaces tampons représentent quelque 1,5 ha à l'intérieur de la future zone d'extraction;

Que les terrains concernés ne s'inscrivent pas dans un périmètre Natura 2000 mais sont néanmoins situés dans le prolongement Sud du périmètre Natura 2000 de la Vallée de l'Eau Blanche à Virelles, approuvé par le Gouvernement wallon le 26 septembre 2002, et se trouvent également à environ 200 mètres à l'ouest du périmètre Natura 2000 de la Vallée de l'Eau Blanche entre Aublain et Mariembourg établi sur Couvin; que certaines parties de ces périmètres, proches de la future exploitation, sont classées comme zones de protection spéciale et zones spéciales de conservation et que deux réserves naturelles agréées sont par ailleurs répertoriées dans le périmètre de la Vallée de l'Eau Blanche à Virelles : la grotte de Lompret, située à environ 1 km au sud du site visé et le lac de Virelles, à environ 2 km à l'ouest;

Qu'en toute hypothèse, les incidences de l'extension envisagée sur le milieu naturel et l'existence de zones de protection et de conservation feront l'objet d'un examen particulier dans le cadre de l'étude d'incidences de plan visée à l'article 42 du Code; le contenu de cette étude étant par ailleurs soumis à la consultation de la Direction de la Nature de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement en application de l'article 42, alinéa 4 du Code;

Que la seule prise d'eau située dans un rayon d'1,5 km de la zone d'extraction projetée est un puits traditionnel recoupant la nappe des calcaires dévoniens du Bassin de Dinant, appartenant à la SA Carrières de Lompret et utilisée pour le lavage des granulats;

Que, selon l'avis rendu par la Direction générale de l'Agriculture en date du 10 mars 2004, les parcelles concernées possèdent une aptitude très faible pour la culture et la prairie. Deux exploitations agricoles perdront environ 5 % de leur superficie sans mise en cause de leur viabilité vu le caractère non attenant au siège d'exploitation des parcelles et les délais de mise en exploitation de la zone d'extraction;

Qu'il y aura néanmoins lieu, lors de la délivrance du permis unique, que soit prévu l'aménagement d'une voie d'accès en limite nord de la zone visée de manière à éviter qu'une exploitation agricole soit coupée d'une partie de ses parcelles;

Qu'il conviendra que l'exploitation de la nouvelle carrière ne compromette pas la stabilité du domaine de la SNCB; que ce point, pour lequel des mesures sont d'ores et déjà prévues à l'article 4 du présent arrêté, devra faire l'objet d'une attention toute particulière dans le cadre de l'étude d'incidences réalisée en application de l'article 42 du Code;

Considérant que, sur base des éléments du dossier, la couche de terres de découverte varierait entre 0 et 3 mètres et que la qualité du calcaire permettrait de le valoriser dans sa quasi-intégralité; qu'une partie de ces terres et des stériles servira au réaménagement de l'actuelle fosse d'extraction tandis que le solde sera déposé en terril en bordure nord de l'actuelle fosse d'extraction et végétalisé en fin d'exploitation; que ces éléments portant sur le volume des terres de découverte et des stériles et leur gestion en fonction des phases d'exploitation prévues devront être vérifiés et éventuellement redéfinis par l'étude d'incidences de plan précitée;

Considérant qu'afin qu'un permis, assorti d'un cautionnement, puisse garantir le réaménagement à opérer, il s'indique d'inscrire également en zone d'extraction un petit terrain d'une superficie de 63 ares sis dans le prolongement sud-est de la zone d'extraction inscrite au plan de secteur de Thuin-Chimay, en bordure de la rue H. Moniotte et faisant limite avec Aublain, et qui, bien qu'inscrit en zone agricole, a été excavé par l'exploitant précédent;

Considérant que le présent avant-projet de révision de plan de secteur répond au prescrit de l'article 46, § 1^{er}, 2^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine qui proscrit tout développement linéaire de l'urbanisation le long de la voirie;

Considérant que l'article 46, § 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine impose que l'inscription au plan de secteur de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation soit compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant dès lors qu'il est envisagé de compenser planologiquement l'inscription des nouvelles zones d'extraction par la réaffectation, en zone agricole, de terrains d'une superficie de quelque 8 ha situés à l'est de la carrière en cours d'exploitation et actuellement inscrits en zone d'extraction aux plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin, sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain);

Considérant que la différence minimale de superficies entre les nouvelles zones destinées et non destinées à l'urbanisation résulte simplement du recalage des zones d'affectation lié à l'utilisation d'un fond de plan I.G.N. plus récent que celui qui a servi de support cartographique au plan de secteur établi en 1979; qu'en outre le réaménagement des terrains déjà exploités en zone agricole peut être considéré comme une compensation alternative suffisante pour couvrir leur affectation en zone d'extraction;

Considérant, en synthèse, que le présent avant-projet consiste à modifier les plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin de manière à permettre la poursuite des activités de la SA Carrières de Lompret sur des terrains inscrits en zones agricole et forestière au plan de secteur au nord de l'exploitation actuelle, sur le territoire de Chimay, et à compenser l'inscription de cette nouvelle zone d'extraction par la réaffectation, en zone agricole, de terrains sis à l'est de l'actuelle fosse d'extraction, sur les territoires de Chimay et de Couvin, et qui, à la fois, sont difficilement exploitables compte tenu de leurs qualités physico-chimiques et de leur proximité de zones d'habitat;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ces développements, issus de l'évaluation des besoins et de l'analyse de la situation existante de fait et de droit, que le présent avant-projet est apte à pourvoir, dans le respect des objectifs énoncés à l'article 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, aux besoins d'espaces destinés à la poursuite de l'activité extractive de la firme Carrières de Lompret SA pour une durée de trente ans;

Considérant que le présent avant-projet est conforme au schéma de développement de l'espace régional adopté le 27 mai 1999, en ce qu'il vise une valorisation adéquate du matériau extrait et permet de répondre aux besoins à moyen terme (trente ans) de la collectivité;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement décide la mise en révision de la planche 57/7 des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin en vue de permettre l'extension de la carrière dite de Lompret.

Art. 2. L'avant-projet de révision de la planche 57/7 des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription de deux zones d'extraction sur le territoire de Chimay (Lompret) et d'une zone agricole sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et Couvin (Aublain) est établi conformément au plan ci-annexé.

Art. 3. La zone d'extraction inscrite sur les terrains initialement enclavés en zone agricole en limite des communes de Chimay et de Couvin est assortie d'une prescription supplémentaire * S 26 n'y autorisant que les travaux liés au réaménagement du site.

Art. 4. Tous actes ou travaux liés à l'exploitation de la carrière sont interdits dans la zone d'extraction s'étendant sur une profondeur de 25 mètres à partir du rail extérieur de la ligne de chemin de fer et sur une profondeur de 10 mètres de l'axe du chemin vicinal formant la limite est de la zone.

Art. 5. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de consulter la Commission régionale d'aménagement du territoire, le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et la Direction de la Nature de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement sur le projet de contenu d'études d'incidences de plan de secteur ci-annexé conformément aux dispositions de l'article 42, alinéa 4, du Code.

Namur, le 7 juin 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, à 5100 Jambes.

ANNEXE

Projet de contenu de l'étude d'incidences de plan de secteur prescrite par l'article 42 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

1. Ampleur.

Aucun élément de l'avant-projet n'est dispensé de l'étude d'incidences.

2. Degré de précision des informations.

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

Une attention toute particulière sera apportée aux éléments suivants :

- La compatibilité de l'avant-projet avec le principe de gestion parcimonieuse des ressources du sous-sol tant au regard de l'évolution du marché du calcaire à haute teneur et des perspectives pour l'entreprise que du projet d'exploitation envisagé (superficie, techniques d'exploitation,...);
- La proximité de l'ancienne ligne de chemin de fer Chimay-Mariembourg dont il convient tant de garantir la stabilité du talus que d'en préserver l'intérêt biologique;
- Le cours du ruisseau de La Fontaine, perché dans les argiles dans la partie ouest de la future zone d'extraction, qui pourrait être perturbé par l'exploitation (pertes) et entraîner des venues d'eau dans la carrière;
- L'existence dans la future zone d'extraction, d'une zone marécageuse comportant une peupleraie sur sol humide;
- L'intérêt biologique présenté par la zone boisée;

- Les périmètres Natura 2000 de la Vallée de l'Eau Blanche à Virelles, situé dans le prolongement de la future carrière et de la Vallée de l'Eau Blanche entre Aublain et Mariembourg, situé à environ 200 mètres ainsi que les réserves agréées, zones de protection spéciales et zones spéciales de conservation situées dans ces périmètres Natura 2000;
- Le volume exact des découvertures et stériles et leur gestion;
- Le réaménagement du site après exploitation.

PHASE I.

Introduction.

L'introduction a pour but de replacer l'étude d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur, articles 42 à 46 du CWATUP
2. Avant-projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (article 42, 1°).
3. Acteurs de la révision du plan de secteur.

3.1. Décideur.

Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

3.2. Initiateur de la demande.

Promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

3.3. Auteur de l'étude d'incidences.

Bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré à l'étude en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

4. Contraintes potentielles relevées par l'administration.

Il s'agit des contraintes relevées par l'administration sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (CBÉ, CCAT, MET, DGA, DGRNE - DNF, DE, DPA -, CRAT, CWEDD, CRAEC, CRMSF, les sociétés de distribution d'eau, Elial, SNCB, Défense nationale,...).

CHAPITRE I^{er}. — Description de l'avant-projet de plan

1. Objet de la révision de plan de secteur (article 42, 1°).

Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article 40 du Code) inscrite(s) à l'avant-projet de plan, en ce compris les compensations planologiques.

- localisation exacte (province, commune(s), lieu-dit, rue, n° de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000^e et 1/10 000^e) + orthophotoplan au 1/10 000^e;
- parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000^e et 1/25 000^e, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains,...;
- affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1/10 000^e et 1/25 000^e), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code). Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article 41 du Code).
- Description géologique du gisement visé par la révision du plan de secteur.

. Situation régionale (bassin ou massif structural).

. Gisement (lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), nature et épaisseur de la couverture... - joindre un extrait de la carte géologique la plus récente; établir au moins une coupe géologique au droit de la future exploitation; joindre les résultats de forages et - ou de prospection géophysique, les résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter).

. Contraintes géotechniques (karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie, anciens travaux miniers.

— Projet d'exploitation envisagé.

. Production (détailler les produits de la carrière et préciser les quantités (en tonnes ou mètres cubes), une éventuelle croissance prévue, préciser les valorisations actuelles et/ou projetées (nouveaux produits) y compris pour les stériles (expliquer les utilisations et applications)).

. Techniques d'extraction et de traitement de la roche (flow-sheet de l'exploitation).

. Phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure et le réaménagement).

. Infrastructures projetées (dans le périmètre de l'avant-projet et en-dehors).

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (article 42, 1°).

Il s'agit d'une mise en évidence et d'une compréhension des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan.

Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents (article 42, 1°).

Cette analyse doit comporter, entre autre, la vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que les différents plans et programmes, tels le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé,...

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs de l'avant-projet au regard de ces documents.

CHAPITRE II. — *Justification socio-économique de l'extension
ou de la création d'une zone d'extraction au plan de secteur*

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur. (article 42, 2°).

1. Evaluation du besoin.

1.1. Caractéristiques du produit.

Spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

1.2. Evaluation de la demande.

Il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau : situation actuelle et perspectives de développement.

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Si l'exercice est pertinent, citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site; dans le cas contraire, cartographier et caractériser l'aire de chalandise.
- Evolution du marché dans les trente prochaines années : On prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur).

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).
- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.
- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à trente ans.

1.3. Evaluation des potentialités du P.S.

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3.

Cette évaluation se fera en deux temps.

- Dans un premier temps, on examinera la zone d'extraction actuellement exploitée.
- Dans un second temps, on examinera les zones d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins.

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée.

2. Impacts socio-économiques.

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

CHAPITRE III. — *Validation de la localisation de l'avant-projet
Identification et analyse des variantes de localisation*

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de l'avant-projet :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;
- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3,

et, s'il échet, de rechercher des variantes de localisation au sein de ce territoire. (article 42, 11°).

1. Transcription spatiale des grandes options régionales.

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDER, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux,...).

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I^{er}.

On examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

2.3. Accessibilité.

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines).

3. Validation de la localisation de l'avant-projet.

Il s'agit ici de vérifier que la localisation de l'avant-projet n'entre pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respecte les critères de localisation explicités au point 2.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet.

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation à l'avant-projet en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2. en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.

5. Sélection d'alternatives de localisation.

Il s'agit ici de comparer l'avant-projet et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales;
- des critères de localisation;
- des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise;
- des coûts de mise en oeuvre à charge de la collectivité et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que l'avant-projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

6. Compensation planologique.

Validation de l'opportunité de la localisation des compensations planologiques au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait.

Proposition d'alternatives de localisation s'il échet.

PHASE II

CHAPITRE IV. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites de l'avant projet et des variantes de localisation*

1. Description du cadre réglementaire.

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires.

1.1.1. Niveau régional (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural,...).

1.1.2. Niveau communal (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage,...).

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière.

1.2.1. Faune et flore (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (décret du 6 décembre 2001) et espèces d'intérêt communautaire,...) (article 42, 5°).

1.2.2. Activités humaines (statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO,...) (article 42, 6°).

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique,...).

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées,...).

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques (monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables,...).

1.6. Contraintes environnementales (cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères,...).

1.7. Situation réglementaire de l'exploitation (permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis,...) si l'avant-projet porte sur son extension.

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné (article 42, 3°).

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

2.1. Caractéristiques humaines.

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées,...), carte des densités et pôles de développement.

2.1.2. Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains (les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines,...) + cartographie et évolution des capacités.

2.1.3. Activités humaines (nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles,...).

2.2. Caractéristiques environnementales.

2.2.1. Géologie (A développer si nécessaire).

2.2.2. Pédologie (caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique).

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie (bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale,...).

2.2.4. Topographie et paysages (géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies,...).

2.2.5. Air et climat (données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières,...).

2.2.6. Bruits et vibrations (sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures).

2.2.7. Faune et flore (inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés).

3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites (article 42, 3°).

CHAPITRE V. — *Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement*

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement. (article 42, 8°).

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet ou la variante de localisation et les impacts sur les zones voisines.

Cette analyse doit être menée pour le site de l'avant-projet et des variantes de localisation.

1. Impacts sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène,...).

1.1. Cadre bâti (relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants).

1.2. Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel (monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone,...), lignes électriques,...).

1.3. Charroi (direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité,...).

1.4. Tirs de mines (vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site,...).

1.5. Bruit (au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches).

1.6. Air et climat (poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs,...).

1.7. Topographie et paysages (pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse).

2. Impacts sur les activités humaines (activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières,...) (article 42, 9°).

3. Impacts sur le sol et le sous-sol (karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques,...).

4. Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie

4.1. Modification du régime hydrogéologique (rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique,...).

4.2. Modification du régime hydrologique (débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides,...).

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable.

5. Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité.

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000,... (législation sur la conservation de la nature et Directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

6. Interaction entre ces divers facteurs.

7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (article 42, 4°).

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

CHAPITRE VI. — *Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation*

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°).

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones;
- un phasage de l'occupation;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers;...

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :

- répondre aux objectifs de l'avant-projet;
- répondre au prescrit du CWATUP (article 1^{er}, § 1^{er}) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social, économique et environnemental.

2. Mesures à mettre en œuvre (article 42, 10°).

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code), en ce compris les zones constituant la compensation planologique.

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires.

Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du CWATUP) :

- une précision des affectations de la (des) zone(s);
- la réalisation d'un plan communal d'aménagement;
- le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);
- la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers.

2.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles.

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (article 42, 7°).

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement "pertinents" pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (article 42, 3°).

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre V, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

CHAPITRE VII. — *Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan*

1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (article 42, 11°).

La justification s'effectue sur base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du CWATUP et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (article 42, 13°).

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE VIII. — *Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées*

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (article 42, 12°).

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites de l'étude (article 42, 12°).

L'auteur de l'étude précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

Bibliographie.

Résumé non technique.

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juin 2007 décidant la mise en révision des plans de secteur de Thuin-Chimay et de Philippeville-Couvin (planche 57/7) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription de deux zones d'extraction en extension de la carrière de Lompret sur le territoire de la commune de Chimay (Lompret) et de la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains sis dans la partie Est de la zone d'extraction existante sur le territoire des communes de Chimay (Lompret) et de Couvin (Aublain).

Namur, le 7 juin 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 3116

[2007/202341]

7. JUNI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den beschlossen wird, die Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin (Karte 57/7) einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision zwecks der Eintragung von zwei Abbaugebieten als Erweiterung des Steinbruchs Lomporet auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lomporet) und der Umwandlung in ein Agrargebiet von Grundstücken, die im östlichen Teil des bereits bestehenden Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lomporet) und Couvin (Aublain) gelegen sind, als raumplanerischer Ausgleich

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikel 1, 22, 23, 25, 32, 35 und 42 bis 46;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 durch die Wallonische Regierung verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. September 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Thuin-Chimay;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. April 1980 zur Festlegung des Sektorenplans Philippeville-Couvin;

In der Erwägung, dass die im Entwicklungsplan des regionalen Raums ausgewählte Option bezüglich der Erhaltung und Verwaltung der Bodenschätze darin besteht, dem notwendigen Raumbedarf für die Abbautätigkeit für die nächsten dreißig Jahre entgegenzukommen;

In Erwägung des am 20. Januar 2005 angenommenen Vertrags für die Zukunft für die Walloninnen und Wallonen und der am 30. August 2005 angenommenen vorrangigen Maßnahmen für die Wallonische Zukunft;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 27. März 2002 den Minister der Raumordnung beauftragt hat, die Akten bezüglich der Anträge auf eine Eintragung von Abbaugebieten auf der Grundlage der folgenden Methodologie zu untersuchen: Überprüfung durch die Verwaltung, dass der Antrag ein Vorkommen betrifft, das durch die Studie der Universität Lüttich über das Inventar der Bodenschätze anerkannt worden ist, dass der besagte Antrag einem strategischen Entwicklungsplan des Betriebs entspricht, was die Wirtschaft, die Beschäftigung und die nachhaltige Mobilität betrifft, und mindestens einer der folgenden Prioritäten Rechnung trägt:

- der Betrieb darf innerhalb der heutigen Begrenzungen des im Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiets und unter Berücksichtigung des jetzigen Betriebsrhythmus nicht länger als 6 Jahre geführt werden, außer unter außerordentlichen Umständen, die in dem strategischen Plan begründet worden sind;
- der Antrag trägt dazu bei, ein Produktionspotential in einem Material beizubehalten, das als Input in einem bedeutendem Wirtschaftszweig in der Wallonie dient;

In der Erwägung, dass die "SA Carrières de Lomporet" auf dem Gebiet der ehemaligen Gemeinde Lomporet (Chimay) einen Steinbruch von Kalksteinen mit niedrigem Gehalt an Kalziumkarbonat für die Erzeugung von Splitt bewirtschaftet, der in der Form von für Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten und für den Bausektor bestimmtem Mischgut vermarktet wird;

In der Erwägung, dass das Abbaugebiet, in dem dieser Betrieb stattfindet, im Sektorenplan Thuin-Chimay (Chimay (Lomporet)) auf ca. 19,2 ha im Sektorenplan Philippeville-Couvin (Gemeinde Couvin, ehemalige Gemeinde Aublain) und auf 8,4 ha eingetragen ist;

In der Erwägung, dass der Steinbruch an der Nordflanke einer Antiklinale innerhalb der tonhaltigen Kalksteine des Bieumont Schichtglieds der "Grands-Breux" Formation aus dem Mittel-Frasnium geöffnet ist; dass die geologischen Schichten Ost-West gerichtet sind und ein Einfallen von 20 bis 30° nach dem Norden aufweisen;

In der Erwägung, dass die Produktion zur Zeit 125 000 Tonnen pro Jahr beträgt, was der Beschäftigung von 8 Personen entspricht;

In der Erwägung, dass sich die Kundschaft in einem Umkreis von höchstens 200 km, von denen 85% auf dem belgischen Markt und 15% auf dem französischen Markt, befindet; dass außerhalb dieses Aktionsumkreises das Produkt wegen der Transportkosten jeden konkurrenzfähigen Charakter verliert;

In der Erwägung, dass die Zuführung der Erzeugnisse ausschließlich durch Straßentransport erfolgt und einen Verkehr von 30 LKW mit einer durchschnittlichen Nutzlast von 20 Tonnen täglich in jeder Richtung 210 Tage/Jahr verursacht; dass die Hälfte dieses Verkehrs in Richtung Süden über die N99 Chimay-Couvin und die andere Hälfte in Richtung Norden über die N589 nach Cerfontaine und die N53 nach Beaumont und Charleroi stattfindet; dass lediglich 15% des Verkehrs noch durch das Zentrum Lomporet erfolgt;

In der Erwägung, dass ein großer Erdbeben mit dramatischen menschlichen Folgen im November 2005 im östlichen Teil des gegenwärtigen Betriebs geschehen ist; dass die 7 zerstörenden Sondierungen, die durch die Fa. CEFOR im Juni 2006 im östlichen Teil des Abbaugebiets durchgeführt wurden, um der Arbeitsinspektion einen neuen Betriebsplan zu unterbreiten, das Vorhandensein von nicht verwertbaren Schieferzonen in diesem ganzen Ostteil zutage gebracht hat; dass infolgedessen außerhalb der im heutigen Steinbruch bewirtschafteten Kalkschicht nur noch ein tonhaltiger Kalkstreifen niedrigerer Qualität im Norden innerhalb des heutigen im Sektorenplan eingetragenen Abbaugebiets bewirtschaftet werden kann;

In der Erwägung, dass es aus den vorerwähnten Gründen des Betriebssicherheit und der Qualität des Vorkommens Anlass gibt, auf die Bewirtschaftung des östlich des heutigen Steinbruchs eingetragenen Teils des Abbaugebiets zu verzichten; dass diese Grundstücke außerdem ziemlich nah von den Wohnungen der Straße "rue de Virelles" in Aublain gelegen sind, und dass diese den Belästigungen wegen Sprengarbeiten ausgesetzt werden könnten;

In der Erwägung, dass diese Situation nicht mehr erlaubt, den Fortbestand des Betriebs nach den nächsten drei Jahren zu sichern;

In der Erwägung, dass eine Kampagne für geologische Erfassung mit 30 zerstörenden Bohrungen und eine geophysische Studie aufgrund von 7 elektrischen Widerstandsmessverfahren 1994 durch die Fa. Geohygeor durchgeführt worden sind und das Vorhandensein jenseits der nördlichen Grenze des Abbaugebiets einer Linse von leichtgrauen, biohermalen und massiven Kalksteinen mit hohem Gehalt an Kalziumkarbonat aufgedeckt haben, die einem über der Grands-Breux Formation gelegenen Riff der Neuville Formation entspricht und vom Westen nach Osten über eine Dicke von ca. 45 Meter erschließbar ist;

In der Erwägung somit, dass um den Betrieb nach der Frist von drei Jahren zu sichern, die "SA Carrières de Lomporet" die Eintragung als Abbaugebiet dieser Gruppe von Grundstücken, die auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lomporet) in der nördlichen Verlängerung des heutigen Betriebs gelegen sind und wie folgt abgegrenzt werden, beantragt:

- im Norden, durch die ehemalige Eisenbahnlinie L156 Chimay-Mariembourg;
- im Westen, durch die Grenze zwischen den Gemeinden Chimay und Couvin;

— im Süden und im Osten durch das Abbaugelände, das dem heutigen Betriebsgelände entspricht;

In der Erwägung, dass die Grundstücke, deren Eintragung als Abbaugelände in Betracht gezogen wird, eine Fläche von 8,1 ha aufweisen, und im Sektorenplan Thuin-Chimay die Zweckbestimmung als Agrargebiet für 5,5 ha und als Forstgebiet für 2,6 ha haben;

In der Erwägung, dass diese Grundstücke dem Vorkommen, das durch das Labor für Litho- und zostratigraphische Analysen der Universität Lüttich in seiner auf Antrag der Wallonischen Region durchgeführten Studie über die Bodenschätze der Provinz Hennegau (März 2000) bestimmt wurde, tatsächlich entsprechen;

In der Erwägung, dass auch wenn sich aus den neusten Bohrungen herausstellt, dass Karstzonen am östlichen Ende dieses neuen Vorkommens zu finden sein könnten, und dass eine große Kluft, die süd-west-nord gerichtet ist und dieses Vorkommen durchquert, außerdem identifiziert wurde, keine Karsthöhle im Zentrum der Bioherme aber aufgedeckt wurde; dass auf der Grundlage dieser gekannten geologischen Gegebenheiten der Betrieb dieses Vorkommens in 3 Stufen (2 Lager) bis zu einer Tiefe von 45 m geplant werden könnte, und die Bewirtschaftung von 2 500 000 m³, d.h. 6 250 000 Tonnen erlauben sollte, was ermöglichen würde, dass das heutige jährliche Produktionsniveau von ungefähr 125 000 Tonnen 35 Jahre lang ohne Erhöhung fortgeführt und 8 direkte Arbeitsstellen auf dem Gelände erhalten werden;

In der Erwägung, dass nach Zerkleinerung der Kalk mit niedrigem Gehalt, d.h. ca. 40% der Produktion, als Mischgut verkauft wird, und der Kalk mit hohem Gehalt, der 60% der Produktion entsprechen sollte, Zuckerfabriken, der Chemieindustrie und Kalkherstellern als rohes Produkt verkauft werden könnte; dass dieser Kalk mit hohem Gehalt als Input in einen wichtigen Wirtschaftssektor in der Wallonie im Sinne des vorerwähnten Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 27. März 2002 betrachtet werden muss;

In der Erwägung, dass was die wirtschaftlichen Bedürfnisse betrifft, der Bericht, der im Januar 2007 als Schlussfolgerung der durch die Wallonische Regierung anvertrauten Begutachtungsaufgabe über die Abbaugelände durch die Ständige Konferenz der territorialen Entwicklung erstellt wurde, darauf hinweist, dass der Bausektor, der Mischgut benutzt, angesichts wirtschaftlicher, demographischer und umweltbezogener Faktoren noch ein bedeutendes Wachstumspotenzial für die nächsten 10 bis 15 Jahre aufweisen würde, und dass diese Tendenz Auswirkungen auf die Steinbruchtätigkeit haben würde; dass es für den Sektor der Tiefbau-, Bau- oder Straßenbauarbeiten ebenfalls Anlass gibt, mit dem bedeutenden Ausholbedarf zu rechnen, der sich durchaus auf die Instandhaltung der öffentlichen Infrastrukturen anwenden sollte;

In der Erwägung, dass purer Kalk (CaCO₃>97%) für zahlreiche und verschiedenartige Märkte, vom Sektor der landwirtschaftlichen Nahrungsmittel bis zur Chemie bestimmt ist; dass aus dem vorerwähnten Bericht hervorgeht, dass auch wenn diese Märkte wegen der Globalisierung schwanken, die wallonischen Kalkhersteller eine Zunahme der sowohl quantitativen als auch qualitativen Nachfrage erwarten; dass die Bewirtschaftung der nördlich des heutigen Betriebs erfassten Bioherme somit tatsächlich einem wirtschaftlichen Bedarf entspricht und der "SA Carrières de Lompret" die Aussicht bietet, in einen neuen aussichtsreichen Markt einzudringen, den sie zu erkunden anfängt; dass es dem Verfasser der Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung, welcher der vorliegende Plan-Vorentwurf in Anwendung des Artikels 42 des Gesetzbuches unterworfen ist, obliegt, die Marktanteile zu bestimmen, die der Betrieb unter Berücksichtigung der Entwicklungsaussichten des Marktes und der bereits bekannten Entwicklungsprojekte der Konkurrenz anstreben könnte;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage der Grundstücke, die Gegenstand der vorliegenden Revision der Sektorenpläne und deren Umgebung hervorgeht:

dass drei Wohngebiete mit ländlichem Charakter in der Nähe des Steinbruchs Lompret gelegen sind:

- das nächste ist das Wohngebiet des Dorfs Aublain, ungefähr 300 m östlich der heutigen Abbaugrube aber weniger als 150 m vom Ende des zur Zeit im Sektorenplan Philippeville-Couvin eingetragenen Abbaugeländes entfernt;
- das Dorf von Lompret, dessen nördlicher, durch die Straße G.Sellière gebildeter Teil in einer Entfernung von ungefähr 300 m westlich des Abbaugeländes gelegen ist;
- ein Wohngebiet, das ungefähr 500 m im Osten, in der Ortslage "La Galoperie" gelegen ist;

Dass infolgedessen die vorliegende Revision von Sektorenplänen, insoweit der Teil des Abbaugeländes, der östlich des heutigen Betriebs gelegen ist, gestrichen wird, es erlaubt, eine zu große Nähe der Wohnhäuser der "rue de Virelles" in Aublain von den Abbautätigkeiten, und insbesondere die Belastungen in Zusammenhang mit den Sprengarbeiten zu vermeiden; dass das neue im Norden vorgesehene Abbaugelände ebenfalls weiter vom Dorfzentrum von Lompret gelegen ist;

Dass, was die eventuellen Auswirkungen des neuen Steinbruchs auf die Bevölkerungen der nächsten Umgebung betrifft, es aus Elementen der Akte hervorzuheben ist, dass die gleichzeitige Bewirtschaftung mehrerer Stoffe keine zusätzlichen industriellen Ausrüstungen bedürfen sollte, insoweit die bereits bestehenden Anlagen dem neuen gewonnenen Erzeugnis leicht angepasst werden können; dass die Zugangswege die bereits bestehenden Zugangswege bleiben, da eine interne Bahn von ca. 250 m zwischen dem Abbaugelände und dem im Süden im heutigen Abbaugelände gelegenen Nebenanlagen vorgesehen ist; dass die Sprengarbeiten für den zukünftigen Betrieb auf eine Sprengung in der Woche begrenzt werden, wie es heute der Fall ist, und dass der Verkehr hinsichtlich des Volumens ungeändert bleiben wird; In der Erwägung ungeachtet dieser Angaben, dass alle ggf. vorzusehenden Maßnahmen und Vorrichtungen zur Förderung der landschaftlichen Integration und zur Vermeidung solcher Beschädigungen des Lebensrahmens wie Belastungen in Zusammenhang mit Sprengarbeiten, Verkehr, Lärm, Staub und sonstigen Ausstöße in die Atmosphäre durch die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung, die in Anwendung von Artikel 42 des Gesetzbuches sowie durch die Globalgenehmigung, der die Erschließung des Abbaugeländes unterliegt, bestimmt werden;

Dass das ganze Dorf Lompret durch einen Erlass der Exekutive der Französischen Gemeinschaft vom 22. März 1983 unter Schutz gestellt wurde, im Inventar der schönsten Dörfer der Wallonie aufgenommen ist und der allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden unterworfen ist;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision der Sektorenpläne, insoweit sie die zukünftige Bewirtschaftung nach dem Norden verschiebt, wenige Folgen auf die erbebezogene Anziehungskraft des Dorfs sowie auf die Umkreise von landschaftlichem Interesse, die in den Sektorenplänen Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin auf den Grundstücken, die in der West- und Süd-Verlängerung des heutigen Abbaugeländes eingetragen sind, haben wird; dass auch wenn dieser Gebietsteil Gegenstand eines Überdrucks ist, ihm durch die 1999 durch ADESA für die Wallonische Region durchgeführte landschaftliche Studie kein großes landschaftliches Interesse wegen seiner Zerstückelung anerkannt wird, obwohl den in Aublain gelegenen Grundstücken, die dank des vorliegenden Vorentwurfs dem Abbau entgehen können, ein großes landschaftliches Interesse anerkannt wird;

Dass die Abbautätigkeit keine Absenkung der Grundwasserlichtschicht verursachen sollte, da die Bewirtschaftung der Bioherme auf eine Tiefe von 45 m (d.h. bis zur Quote von +180 m) begrenzt wird, und dass bei den 1 994 tätigen Bohrungen kein Wassereinbruch bis zu einer Tiefe von 50 m festgestellt wurde;

Dass aufgrund der vorgeschlagenen Phasierung, große Wassereinbrüche im westlichen Teil des geplanten Abbaugeländes, wo das Bach "La Fontaine" fließt, in einer Höhe von ungefähr 202 m eintreten könnten; dass dieses Bach, das in wegen der Änderung von Schiefen der Neuville-Formation entstandenem Ton hoch gelegen ist, durch ein

Sumpfbereich mit einer innerhalb des erwähnten Abbaugebiets gelegenen Pappelanlage auf Feuchtgebiet umgeben ist; dass die Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung, welcher der vorliegende Vorentwurf unterliegen wird, den hydrogeologischen und hydrologischen Aspekten des Projekts besondere Aufmerksamkeit schenken und die am geeignetsten Abstände und Maßnahmen vorschlagen muss, um jede Störung des Bachlaufs und der damit verbundenen Feuchtgebiete zu vermeiden;

Dass das biologische Interesse der in dem geplanten Gebiet gelegenen Wiesen ziemlich schwach ist, während die bewaldeten Parzellen und die Böschung der Eisenbahn ein mittleres bis hohes biologisches Interesse aufweisen;

Dass im Hinblick auf eine Verringerung der Auswirkungen auf das natürliche Milieu, der Antragsteller heute schon vorsieht, eine ca. 10 m breite bewaldete Pufferzone entlang des Gemeindepfads Nr. 9 an der östlichen Grenze des Steinbruchs, und eine andere 25 m breite bewaldete Fläche zwischen der zukünftigen Abbaugrube und der ehemaligen Eisenbahnlinie beizubehalten; dass diese Pufferflächen ca. 1,5 ha innerhalb des zukünftigen Abbaugebiets darstellen;

Dass die betroffenen Grundstücke nicht in einem Natura 2000-Gebiet, jedoch in der Süd-Verlängerung des durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. September 2002 genehmigten Natura 2000 Gebiets der "Vallée de l'Eau Blanche" in Virelles, und ebenfalls ca. 200 m westlich des in Couvin festgelegten Natura 2000 Gebiets der "Vallée de l'Eau Blanche" zwischen Aublain und Mariembourg liegen; dass bestimmte Teile dieser Gebiete, die nah vom zukünftigen Betrieb liegen, sind als Sonderschutzgebiete und besondere Erhaltungsgebiete unter Schutz gestellt worden sind, und dass zwei zugelassene Naturschutzgebiete außerdem im Umkreis der "Vallée de l'Eau Blanche in Virelles" registriert sind: die ungefähr 1 km südlich des betroffenen Gebiets gelegene Höhle von Lompret und der ungefähr 2 km im Westen gelegene See von Virelles;

Dass auf jeden Fall die Auswirkungen der in Betracht gezogenen Erweiterung auf das natürliche Milieu und das Vorhandensein von Schutz- und Erhaltungsgebieten im Rahmen der in Artikel 42 des Gesetzbuches erwähnten Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung Gegenstand einer besonderen Untersuchung sein werden; der Inhalt dieser Umweltverträglichkeitsprüfung ist außerdem der Direktion der Natur der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt in Anwendung von Artikel 42 Absatz 4 des Gesetzbuches zur Beratung zu unterbreiten;

Dass die einzige Wasserentnahmestelle in einem Umkreis von 1,5 km um das geplante Abbaugebiet ein traditioneller Brunnen ist, der das Grundwasser des Devon-Kalkgesteins des "Bassin de Dinant", das dem "SA Carrières de Lompret" gehört und für das Waschen des Mischguts verwendet wird, überschneidet;

Dass nach dem am 10. März 2004 durch die Generaldirektion der Landwirtschaft abgegebenen Gutachtens die betroffenen Parzellen eine sehr schwache Eignung für Kultur und Wiesen aufweisen; zwei landwirtschaftliche Betriebe werden ungefähr 5% ihrer Fläche verlieren, ohne dass ihre Lebensfähigkeit in Frage gestellt wird, da die Parzellen an den Betriebsitz nicht angrenzen, und angesichts der Fristen für die Inbetriebsetzung des Abbaugebiets;

Dass es jedoch Anlass gibt, bei der Erteilung der Globalgenehmigung die Anlage einer Zugangsstraße an der nördlichen Grenze des betroffenen Gebiets vorzusehen, um zu vermeiden, dass ein landwirtschaftlicher Betrieb von einem Teil seiner Parzellen getrennt wird;

Dass es Anlass geben wird, dass der Betrieb des neuen Steinbruchs die Stabilität der Domäne der NGBE nicht in Frage stellt; dass dieser Punkt, für welche Maßnahmen in Artikel 4 des vorliegenden Erlasses bereits vorgesehen sind, Gegenstand einer besonderen Aufmerksamkeit im Rahmen der in Anwendung von Artikel 42 durchgeführten Umweltverträglichkeitsprüfung wird sein müssen;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage der Elemente der Akte die Schicht der Aufschlusserde zwischen 0 und 3 m schwanken würde und dass die Qualität des Kalksteins erlauben würde, dass er beinahe vollständig aufgewertet wird; dass ein Teil dieser Erde und tauben Gesteins für die Neugestaltung der heutigen Abbaugrube dienen wird, und das Rest in der nördlichen Grenze der heutigen Abbaugrube zu lagern sein wird, um eine Halde zu bilden, die am Ende des Betriebs bepflanzt werden wird; dass diese Elemente bezüglich des Volumens der Aufschlusserde und des tauben Gesteins und deren Verwertung entsprechend den vorgesehenen Betriebsphasen überprüft und ggf. durch die vorerwähnte Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung neu bestimmt werden müssen;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, damit eine mit einer Sicherheitsleistung bedingte Genehmigung die durchzuführende Neugestaltung gewährleisten kann, ein kleines Grundstück von 63 a, das in der Süd-Ost-Verlängerung des im Sektorenplan Thuin-Chimay am Rande der "rue H.Moniotte" gelegen ist und an Aublain angrenzt, und das, obwohl es als Agrargebiet eingetragen war, durch den vorherigen Betreiber gebaggert wurde, ebenfalls als Abbaugebiet einzutragen;

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf des Sektorenplans mit den Vorschriften von Artikel 46 § 1 2° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in dem jede lineare Entwicklung am Wegenetz entlang verboten wird, übereinstimmt;

In der Erwägung, dass in Artikel 46 § 1 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschrieben wird, dass die Eintragung im Sektorenplan jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets ausgeglichen wird, und zwar dadurch, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte Ausgleichung;

In der Erwägung, dass es daher in Betracht gezogen wird, die Eintragung der neuen Abbaugebiete im Plan auszugleichen, indem Grundstücken mit einer Fläche von ca. 8 ha, die im östlichen Teil des zur Zeit betriebenen Steinbruchs und in den Sektorenplänen Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) gelegen sind, eine neue Zweckbestimmung als Agrargebiet gegeben wird;

In der Erwägung, dass der geringfügige Flächenunterschied zwischen den neuen zur Verstädterung bzw. nicht zur Verstädterung bestimmten Gebieten lediglich an der Einstufung der Zweckbestimmungsgebiete liegt, die mit der Verwendung eines Basisplans I.G.N., der neuer als derjenige ist, der als kartographische Unterlage für den 1979 erlassenen Sektorenplan diente, verbunden ist; dass außerdem die Umgestaltung der schon betriebenen Grundstücke in Agrargebiete als einen ausreichenden alternativen Ausgleich betrachtet werden kann, um ihre Zweckbestimmung in Abbaugebiet zu decken;

In der Erwägung zur Zusammenfassung, dass der vorliegende Vorentwurf darin besteht, die Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin so abzuändern, dass die Weiterführung der Tätigkeiten der "SA Carrières de Lompret" auf Grundstücken, die nördlich des heutigen Betriebs auf dem Gebiet von Chimay in Agrar- und Forstgebieten im Sektorenplan eingetragen sind, möglich wird, und die Eintragung dieses neuen Abbaugebiets auszugleichen, indem Grundstücken, die westlich der heutigen Abbaugrube auf den Gebieten von Chimay und Couvin gelegen sind, die gleichzeitig wegen ihrer physikalisch-chemischen Eigenschaften und deren Nähe der Wohngebiete schwer zu betreiben sind, der Zweckbestimmung als Agrargebiet gegeben wird;

In der Erwägung, dass aus diesen gesamten, sich aus der Schätzung der Bedürfnisse und der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage ergebenden Erläuterungen hervorgeht, dass das vorliegende Projekt geeignet ist, um unter Beachtung der in Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe erklärten Zielsetzungen den Raumbedürfnissen zur Weiterführung der Abbautätigkeit der Fa. "Carrières de Lompret SA" für eine Dauer von dreißig Jahren nachzukommen;

In der Erwägung, dass der vorliegende Vorentwurf mit dem am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplan des regionalen Raums übereinstimmt, indem er eine geeignete Aufwertung des gewonnenen Materials anstrebt und erlaubt, den Bedürfnissen der Gemeinschaft mittelfristig (30 Jahre) nachzukommen;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung beschließt, dass die Karte 57/7 der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin einer Revision zu unterziehen ist, um die Erweiterung des Steinbruchs Lompret zu ermöglichen.

Art. 2 - Der Vorentwurf der Revision der Karte 57/7 der Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin zwecks der Eintragung von zwei Abbaugebieten auf dem Gebiet von Chimay (Lompret) und einem Agrargebiet auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lompret) und Couvin (Aublain) wird gemäß dem beiliegenden Plan angenommen.

Art. 3 - Das auf den ursprünglich in Agrargebieten eingeschlossenen Grundstücken an der Grenze der Gemeinden Chimay und Couvin eingetragene Abbaugebiet wird mit einer zusätzlichen Vorschrift *S 26 versehen, nach der ausschließlich die Arbeiten in Zusammenhang mit der Neugestaltung des Geländes gestattet werden.

Art. 4 - Alle Handlungen oder Arbeiten in Zusammenhang mit dem Betrieb des Steinbruchs sind in dem Abbaugebiet, das sich auf einer Tiefe von 25 m ab der Außenschiene der Eisenbahnlinie und auf einer Tiefe 10 m ab der Achse des die östliche Grenze des Gebiets bildenden Gemeindegeweges erstreckt, verboten.

Art. 5 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird damit beauftragt, gemäß den Bestimmungen von Artikel 42 Absatz 4 des Gesetzbuches den Regionalausschuss für Raumordnung, den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung und die Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt über den beigefügten Entwurf zur Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung zu Rate zu ziehen.

Namur, den 7. Juni 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, rue des Brigades d'Irlande 1 in 5100 Jambes eingesehen werden.

ANLAGE

Entwurf des Inhalts der durch Artikel 42 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe vorgeschriebenen Plan-Umweltverträglichkeitsprüfung

1. Umfang.

Kein Element des Vorentwurfs wird von der Umweltverträglichkeitsprüfung befreit.

2. Genauigkeit der Informationen.

Das nachstehend gewählte Sonderlastenheft bildet ein Musterdokument, dessen Genauigkeit als ausreichend hinsichtlich von Artikel 42 des Gesetzbuches betrachtet wird.

Besondere Aufmerksamkeit wird den folgenden Elementen geschenkt werden:

- Die Vereinbarkeit des Vorentwurfs mit dem Grundsatz der schonenden Nutzung der Bodenschätze, sowohl hinsichtlich der Marktentwicklung für Kalk mit hohem Gehalt und der Aussichten für den Betrieb als auch des geplanten Betriebsprojekts (Fläche, Betriebstechniken, usw.);
- Nähe der ehemaligen Eisenbahnlinie Chimay-Mariembourg, für die sowohl die Stabilität der Böschung gesichert als auch das biologische Interesse erhalten werden muss;
- Der Ablauf des Bachs "La Fontaine", das im westlichen Teil des zukünftigen Abbaugebiets im Ton hoch gelegen ist und durch den Betrieb (Verluste) gestört werden könnte und Wassereinträge in den Steinbruch verursachen könnte;
- Vorhandensein im zukünftigen Abbaugebiet eines Sumpfbereichs mit einer Pappelanlage auf Feuchtgebiet;
- Das durch die bewaldete Zone aufgewiesene biologische Interesse;
- Die Natura 2000 Gebiete der "Vallée de l'Eau Blanche" in Virelles, gelegen in der Verlängerung des zukünftigen Steinbruchs und der "Vallée de l'Eau blanche" zwischen Aublain und Mariembourg, in einer Entfernung von ca. 200 m, sowie die innerhalb dieser Natura 2000 Gebiete gelegenen zugelassenen Naturschutzgebiete, Sonder-schutzgebiete und besondere Erhaltungsgebiete;
- das genaue Volumen des Abraummaterials und des tauben Gesteins und deren Verwaltung;
- die Neugestaltung des Geländes nach dem Betrieb.

PHASE I

Einleitung.

Die Einleitung hat zum Zweck, die Umweltverträglichkeitsprüfung wieder in ihren Kontext einzusetzen und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären.

1. Erinnerung des Verfahrens zur Revision eines Sektorenplans - Artikel 42 bis 46 des CWATUP

2. Durch die Regierung angenommener Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans, einschließlich der Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen bezüglich der Durchführung des Projekts (Artikel 42 1°).

3. Beteiligte in der Revision des Sektorenplans.

3.1. Entscheidungsträger.

Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

3.2. Initiator des Antrags.

Projekträger, Gesellschaft oder natürliche Person, die das Gelände mit dem Steinbruch bewirtschaftet. Organisationsplan der Gesellschaft (insbesondere bei Vorhandensein mehrerer Tochtergesellschaften oder mehrerer Gesellschaften in einer Gruppe) Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

3.3. Umweltvertr aglichkeitspr ufer.

Zugelassenes Planungsbüro: die Kategorien und Dauer der Zulassungen, die verschiedenen Personen, die an der Umweltverträglichkeitsprüfung mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben. Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

4. Durch die Verwaltung festgestellte potentielle Belastungen.

Es handelt sich um von der Verwaltung festgestellte Belastungen auf der Grundlage der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage sowie auf der Grundlage der verschiedenen, in diesem Stadium des Verfahrens eingegangenen Gutachten (von dem Bürgermeister- und Sch offenkollegium, dem kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung, dem Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, der Generaldirektion der Landwirtschaft, der Generaldirektion der Natursch tze und der Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen, Abteilung Wasser, Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen - dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, dem begutachtenden Regionalausschuss für den Steinbruchbetrieb, der Königlichen Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen der Wallonischen Region, den Wasserversorgungsgesellschaften, Elia, der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen, der Landesverteidigung, usw.)

KAPITEL I. — Beschreibung des Vorentwurfs zum Plan

1. Gegenstand der Revisionen der Sektorenpläne (Artikel 42 1^o).

Lokalisierung und Fläche des (der) Abbaugebiets (-gebiete) und (oder) sonstigen Gebiete und Umkreise, die in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehen sind), die im Vorentwurf zum Plan eingetragen sind, einschließlich der raumplanerischen Ausgleichungen

- Genaue Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000) + Orthophotoplan i.M. 1/10 000;
- Die durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Katasterparzellen werden auf IGN-Grundlage i.M. 1/10 000 und 1/25 000 dargestellt; die Gesamtfläche, die Eigentum des Antragstellers ist, bitte angeben. Abschrift der Abkommen für die Zurverfugungstellung der Grundstücke, usw.
- (Derzeitige oder geplante) Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10 000 und 1/25 000); die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, bitte angeben (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise). Gegebenenfalls bitte die zusätzlichen Vorschriften angeben (cf. Artikel 41 des Gesetzbuches).
- Geologische Beschreibung des Vorkommens, der durch die Revision des Sektorenplans betroffen ist
 - . Regionale Lage (Becken oder strukturelles Felsmassiv);
 - . Vorkommen (Lithologie, Alter, Bildung, Glied, Gesamt- und aufgewertete Mächtigkeit, Schichtenstruktur (Einfallen und Richtung), Art und Breite der Deckung usw. - einen Auszug der neusten geologischen Karte bitte beifugem; mindestens einen geologischen Schnitt am zukunftigen Betrieb erstellen; die Ergebnisse der Bohrungen bzw. der geophysikalischen Prospektion, die Ergebnisse von physikalisch-chemischen Analysen oder jedes sonstige Element bezuglich der Qualität des zu fördernden Vorkommens beifugem);
 - . Geotechnische Belastungen (Karst, tektonische Störungen (Bruche und Risse), Hydrogeologie, frühere Bergbauarbeiten.);
 - Geplantes Betriebsprojekt;
 - . Produktion (die Erzeugnisse des Steinbruchs und die Mengen (in Tonnen oder Kubikmetern) genau angeben), ein eventuell vorgesehenes Wachstum, die heutigen bzw. geplanten Aufwertungen (neue Erzeugnisse) einschließlich für das taube Gestein angeben (die Verwendungen und Anwendungen bitte erläutern);
 - . Abbau- und Behandlungstechniken des Gesteins (Arbeitsablaufdiagramm des Betriebs);
 - . Phasierung der Belegung (einschließlich der Verwaltung des tauben Gesteins, des Trockenlegungswassers und der Neueinrichtung);
 - . geplante Infrastrukturen (innerhalb und außerhalb des Gebiets des Vorentwurfs).

2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 1^o).

Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Planes erwähnt sind, hervorzuheben, und sie verständlich zu machen.

Es soll weder eine einfache Abschrift noch eine Auslegung sein.

3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen (Artikel 42 1^o).

Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums, dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, dem aktualisierten Vertrag für die Zukunft der Wallonie, usw. vorgestellt werden, umfassen.

Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele des Vorentwurfs hinsichtlich dieser Dokumente zu analysieren.

KAPITEL II — Sozialwirtschaftliche Begründung der Erweiterung oder der Schaffung eines Abbaugebiets im Sektorenplan

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Abbaugebiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die hauptsächlichen sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans identifiziert. (Artikel 42 2^o).

1. Bewertung des Bedarfs.

1.1. Merkmale des Produkts.

Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis mit den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten.

1.2. Einschätzung der Nachfrage.

Hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven.

- Einschätzung der heutigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Wenn relevant, Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potentiellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Im gegenteiligen Fall, kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.
- Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: Die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft).

- Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren).
- Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.
- Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

1.2.3. Schlussfolgerung bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre.

1.3. Schätzung der Möglichkeiten des Sektorenplans.

Hier werden die im Sektorenplan angebotenen Möglichkeiten geschätzt, um auf die unter Pos. 1.2.3. bestimmte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ einzugehen.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

- In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Abbaugelände untersucht.
- In der zweiten Phase werden die Abbaugelände untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, gibt es Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Erreichbarkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

1.4. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse.

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Abbaugelände im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen.

2. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen.

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die direkten und indirekten geschaffenen Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) eingeschätzt.

KAPITEL III — *Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf Identifizierung und Analyse der Standortvarianten*

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Vorentwurf zu billigen oder nicht:

- angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
- unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. identifizierten Kriterien für die Standortwahl, und ggf. innerhalb dieses Gebiets Varianten für die Standortwahl zu suchen. (Artikel 42 11°).

1. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen.

Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumente (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, Vertrag für die Zukunft, bereichsübergreifende strategische Pläne, usw.) vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

2. Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 3 des Kapitels I gebilligten Zielsetzungen des Vorentwurfs entsprechen.

Auf jeden Fall werden die folgenden Elemente untersucht:

2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

2.2. Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen.

2.3. Zugänglichkeit.

2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen.

2.5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten).

3. Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf.

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Vorentwurfs in keinem Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen steht und die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllt.

4. Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs und Präsentation dieser Alternativen.

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.

5. Wahl von alternativen Standorten.

Hier werden der Vorentwurf und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Zielsetzungen;
- Kriterien für die Standortwahl;
- menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets;
- Durchführungskosten zu Lasten der Gemeinschaft.

Es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Vorentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

6. Raumplanerischer Ausgleich.

Billigung der Zweckmäßigkeit der Lokalisierung der raumplanerischen Ausgleichmaßnahmen hinsichtlich der wirtschaftlichen, sozialen, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sachlage.

Ggf. Vorschlag von alternativen Standorten.

PHASE II

KAPITEL IV — *Ermittlung und Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten*

1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens.

1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise.

1.1.1. Auf regionaler Ebene (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.).

1.1.2. Auf Gemeindeebene (Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan, usw.).

1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter.

1.2.1. Fauna und Flora (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 6. Dezember 2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.) (Artikel 42 5°).

1.2.2. Menschliche Aktivitäten (Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken SEVESO, usw.) (Artikel 42 6°).

1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.).

1.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise (Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.).

1.5. Erbe- und archäologische Stätten (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken, usw.).

1.6. Umwelteinschränkungen (unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.).

1.7. Rechtliche Lage des Betriebs (Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigung(en), usw.), wenn der Vorentwurf seine Erweiterung betrifft.

2. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt (Artikel 42 3°).

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung.

2.1.1. Bebauter Bereich - Materielle Güter und Erbgut: Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.), Dichtekarten und Entwicklungspole.

2.1.2. Öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund (Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisierungen usw.), + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten.

2.1.3. Menschliche Aktivitäten (Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, solche empfindliche sozialkulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso), usw.).

2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt.

2.2.1. Géologie (wenn nötig bitte entwickeln).

2.2.2. Bodenkunde (Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte beifügen).

2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie (Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.).

2.2.4. Topographie und Landschaften (Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkt oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, Landschaftsbild aus dem Gelände und des Geländes aus der Umgebung + Photos usw.).

2.2.5. Luft und Klima (verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen usw.).

2.2.6. Lärm und Schwingungen (Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben.).

2.2.7. Fauna und Flora (Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotop, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten bzw. Lebensräumen).

3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände (Artikel 42 3°).

KAPITEL V — *Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt*

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben (Artikel 42 8°).

Wenn die Verwertung des bzw. der Abbaugebiete in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf betroffene Gebiet oder die Standortvariante und den Auswirkungen auf die Nachbargebiete unterschieden.

Diese Analyse muss für das Gelände des Vorentwurfs und die Standortvarianten vorgenommen werden.

1. Ein- und Auswirkungen auf die Lebensqualität (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, usw.).

1.1. Bebaubarer Bereich (Beziehung des Projekts mit der bereits bestehenden Siedlung und den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen).

1.2. Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerb (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindewegen und -straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen, usw.).

1.3. Verkehr (direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, Effekte auf das Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme, usw.).

1.4. Sprengarbeiten (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf das Gelände, usw.).

1.5. Lärm (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe).

1.6. Luft und Klima (Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.).

1.7. Topographie und Landschaften (während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte geben).

2. Ein- und Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw.) (Artikel 42 9°).

3. Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.).

4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie.

4.1. Veränderungen des hydrogeologischen Systems (Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, usw.).

4.2. Veränderungen des hydrologischen Systems (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.).

4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen.

5. Ein- und Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt.

Während und nach der Durchführung des Projekts, Beschädigung und Verlust von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000-Gebiete, usw. (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG).

6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren.

7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (Artikel 42 4°).

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch das Projekt abgeändert werden könnten.

KAPITEL VI — *Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern*

1. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung (Artikel 42 11°).

Die Varianten der Abgrenzung sind Varianten des Umkreises der Gebiete.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen,...

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des CWATUP (Artikel 1 § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestens auszunutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich fördern.

2. Einzuleitende Maßnahmen (Artikel 42 10°).

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

2.1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise), einschließlich der Gebiete, die den raumplanerischen Ausgleich bilden.

2.2. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften.

Diese zusätzliche Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des CWATUP):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- die Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes;

- die Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;
- die Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn nach einer bestimmten Zeit das Projekt nicht durchgeführt worden ist.

2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen.

2.4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpacts.

3. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans (Artikel 42 7°).

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den besagten Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Planes auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur vom sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch von den verschiedenen Europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" abgeleitet werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung letzterer.

4. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (Artikel 42 3°).

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel V, Punkt 7), mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

KAPITEL VII — Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planes

1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten (Artikel 42 11°).

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage von Artikel 1, § 1 des CWATUP und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf den folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restimpacts.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern.

Schlussfolgerungen über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (Artikel 42 13°).

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Autor kann über Punkte, die in der Akte des Genehmigungsantrags und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Planes zu bekräftigen sind, Ratschläge erteilen.

KAPITEL VIII — Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten

1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Artikel 42 12°)

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

2. Grenzen der Studie (Artikel 42 12°).

Der Autor der Studie erläutert die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

Bibliographie.

Nichttechnische Zusammenfassung.

Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist mit Karten, Abbildungen und Farbbildern illustriert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juni 2007, durch den beschlossen wird, die Sektorenpläne Thuin-Chimay und Philippeville-Couvin (Karte 57/7) einer Revision zu unterziehen ist, und zur Verabschiedung des Vorentwurfs der Revision zwecks der Eintragung von zwei Abbaugebieten als Erweiterung des Steinbruchs Lomporet auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Lomporet) und der Umwandlung in ein Agrargebiet von Grundstücken, die im östlichen Teil des bereits bestehenden Abbaugebiets auf dem Gebiet der Gemeinden Chimay (Lomporet) und Couvin (Aublain) gelegen sind, als raumplanerischer Ausgleich.

Namur, den 7. Juni 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 3116

[2007/202341]

7 JUNI 2007. — Besluit van de Waalse Regering waarbij beslist wordt de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin (blad 57/7) te herzien en waarbij het voorontwerp van herziening wordt aangenomen met het oog op de opnemings van twee ontginningsgebieden als uitbreiding van de steengroeve van Lompret op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret) en op de herbestemming van gronden, gelegen in het oostelijk deel van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain) als landbouwgebied ten titel van planologische compensatie

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 1, 22, 23, 25, 32, 35 en 42 tot 46;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1979 tot opstelling van het gewestplan Thuin-Chimay;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 april 1980 tot opstelling van het gewestplan Philippeville-Couvin;

Overwegende dat de optie waar het gewestelijk structuurplan voor koos wat de bescherming en het beheer betreft van de ondergrondse rijkdommen erin bestaat, in te spelen op de behoefte aan ruimte voor de ontginningsnijverheid in de komende dertig jaar;

Gelet op het Toekomstcontract voor Wallonië, aangenomen op 20 januari 2005 en op de prioritaire acties voor de toekomst van Wallonië, aangenomen op 30 augustus 2005;

Overwegende dat de Waalse Regering op 27 maart 2002 de Minister van Ruimtelijke Ordening ermee belast heeft de dossiers te behandelen in verband met de aanvraag tot opnemings van ontginningsgebieden op grond van volgende werkwijze : het bestuur gaat na of de aanvraag verband houdt met een afzetting die bevestigd is door het onderzoek van de Universiteit Luik in verband met de inventaris van de ondergrondse rijkdommen, of die aanvraag overeenstemt met een ontwikkelingsbeleidsplan van de onderneming inzake economie, werkgelegenheid, duurzame mobiliteit en of ze in minstens één van volgende prioriteiten past :

- de uitbating mag niet langer dan zes jaar doorgaan binnen de grenzen van het ontginningsgebied opgenomen in het gewestplan, afgaande op het huidige ontginningsritme, behoudens buitengewone omstandigheden die in het beleidsplan gemotiveerd worden;
- de vraag draagt bij tot de instandhouding van een productiepotentieel voor een stof die als productiemiddel dient in een belangrijke economische sector in Wallonië;

Overwegende dat de NV "Carrières de Lompret" op het grondgebied van de voormalige gemeente van Lompret (Chimay) een kalksteengroeve uitbaat met een laag gehalte aan calciumcarbonaat voor de productie van steenslag die verhandeld wordt als toeslagmateriaal voor civieltechnische werken en in de bouwsector;

Overwegende dat het ontginningsgebied waarin die ontginning gelegen is, opgenomen is in het gewestplan Thuin-Chimay (Chimay [Lompret]) over ongeveer 19,2 ha en in het gewestplan Philippeville-Couvin (gemeente Couvin, voormalige gemeente Aublain) over 8,4 ha;

Overwegende dat de steengroeve opengemaakt is in de noordflank van een anticlinaal, in kleiige kalksteen in het Lid van Bieumont in de Formatie van Grands Breux uit het Midden-Frasniaan; dat de geologische lagen in oost-westelijke richting liggen en ongeveer 20 à 30° naar het noorden hellen;

Overwegende dat de productie thans 125 000 ton per jaar bedraagt, wat voor werkgelegenheid zorgt voor acht personen;

Overwegende dat de klantenkring in een straal van maximum 200 km gelegen is, waarvan 85 % op de Belgische markt en 15 % op de Franse markt; dat het product buiten dat gebied aan competitiviteit inboet wegens de vervoerskosten;

Overwegende dat die producten uitsluitend over de weg vervoerd worden met dagelijks, in beide richtingen, een verkeer van 30 vrachtwagens voorzien van gemiddeld 20 ton laadvermogen, tegen 210 dagen/jaar; dat de helft van dat verkeer zich zuidwaarts begeeft via de N99 Chimay-Couvin, en de andere helft noordwaarts via de N589 naar Cerfontaine en de N53 naar Beaumont en Charleroi; dat slechts 15 % van het verkeer nog door het centrum van Lompret rijdt;

Overwegende dat er in november 2005 in het oostelijk deel van de huidige ontginning een aanzienlijke grondverschuiving plaatsvond met dramatische menselijke gevolgen; dat de zeven destructieve onderzoeken in het oostelijk deel van het ontginningsgebied, in juni 2006 verricht door de firma CEFOR om een nieuw ontginningsplan voor te leggen aan de arbeidsinspectie, gewezen hebben op het bestaan van niet-valoriseerbare schistlagen in dat hele oostelijke deel; dat daaruit blijkt dat er in het huidige ontginningsgebied, opgenomen in het gewestplan en buiten de kalksteenlaag om, die in de huidige groeve wordt uitgebaat, enkel nog een strook kleiige kalksteen van geringere kwaliteit in het noorden uitgebaat kan worden;

Overwegende dat het om veiligheidsredenen in de ontginning en wegens de kwaliteit van de afzetting, hierboven uiteengezet, past om af te zien van de ontginning van het deel van het ontginningsgebied opgenomen ten oosten van de huidige groeve; dat die gronden daarnaast betrekkelijk dicht bij de woningen van de rue de Virelles in Aublain gelegen zijn, waardoor zij blootgesteld zouden kunnen worden aan de hinder van de mijnschoten;

Overwegende dat het voortbestaan van de uitbating na de eerstkomende drie jaar daardoor niet meer gegarandeerd kan worden;

Overwegende dat een geologische erkenningscampagne van dertig destructieve boringen en een geofysisch onderzoek op grond van zeven elektrische weerstandsmetingen in 1994 zijn verricht door de firma Geohygeor waardoor het voorhanden zijn, voorbij de noordergrens van het ontginningsgebied, van een bioherme lens van massieve grijze kalksteen met een hoog gehalte aan calciumcarbonaat die overeenkomt met een rif van de Formatie van Neuville, gelegen bovenop de Formatie des Grands-Breux, en die over een diepte van ongeveer 45 meter ontginbaar is, aangetoond kon worden;

Overwegende dat de NV "Carrières de Lompret" bijgevolg, om de ontginning ook na die termijn van drie jaar verder te kunnen waarborgen, verzoekt om de opnemings van die verzameling gronden als ontginningsgebied voor zover ze gelegen zijn op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret), in de noordelijke verlenging van de huidige ontginning en afgebakend zijn door :

- in het noorden, de voormalige spoorlijn L156 Chimay-Mariembourg,
- in het oosten, de grens tussen de gemeenten Chimay en Couvin,
- in het zuiden en in het westen, het ontginningsgebied dat overeenstemt met de huidige bedrijfslocatie;

Overwegende dat de gronden waarvan de opneming als ontginningsgebied in het vooruitzicht gesteld wordt, een oppervlakte van 8,1 ha bestrijken en bestemd zijn als landbouwgebied voor 5,5 ha en als bosgebied voor 2,6 ha in het gewestplan Thuin-Chimay;

Overwegende dat die gronden weldegelijk overeenstemmen met de afzetting die bepaald werd door het litho- en stratigrafische analyselabo van de Universiteit Luik in haar, op verzoek van het Waalse Gewest, uitgevoerde onderzoek naar de ondergrondse rijkdommen van de provincie Henegouwen (maart 2000);

Overwegende dat, hoewel de recentste boringen erop wijzen dat er karstgebieden zouden kunnen bestaan in het oostelijke uiteinde van die nieuwe afzetting en dat er bovendien dwars daardoor heen een grote breuk met een ligging van zuidwest naar noordoost is ontdekt, er evenwel in het hart van de bioherm geen karstholve gevonden is; dat de uitbating van die afzetting op grond van de bekende geologische gegevens overwogen zou kunnen worden op drie verschillende niveaus (twee werkhooften), tot op een diepte van 45 meter, waardoor de ontginning van 2 500 000 m³ mogelijk zou worden, ofte 6 250 000 ton en het huidige jaarlijkse productieniveau van om en bij de 125 000 ton gedurende 35 jaar in stand zou kunnen worden gehouden met vrijwaring van de rechtstreekse werkgelegenheid ter plaatse voor acht personen;

Overwegende dat de kalksteen met een laag gehalte na vergruizing verkocht wordt als granulaat tegen ongeveer 40 % van de productie terwijl de kalksteen met een hoog gehalte, goed voor 60 % van de productie, verkocht zou kunnen worden als onbewerkt product voor de suikerraffinaderijen, de scheikundige industrie en de kalkproducenten; dat die kalksteen met een hoog gehalte als een productiemiddel moet worden beschouwd in een belangrijke economische sector in Wallonië in de zin van voornoemde beslissing van de Waalse Regering van 27 maart 2002;

Overwegende dat uit het verslag van de permanente conferentie voor de ruimtelijke ontwikkeling van januari 2007 ter afsluiting van de door de Waalse Regering opgelegde deskundigenopdracht in de ontginningsgebieden op het vlak van economische behoeften kan worden afgeleid dat de bouwsector als verbruiker van granulaten, afhankelijk van economische, demografische en leefmilieufactoren, nog over een aanzienlijk groeipotentieel zou beschikken voor de komende tien à vijftien jaar en dat die trend een weerslag zou hebben op de bedrijvigheid van de steengroeven; dat er voor de civieltechnische bouwwerken eveneens rekening gehouden dient te worden met de cijfermatig uitgedrukte aanzienlijke inhaalbeweging die de openbare infrastructures moeten maken wat onderhoud betreft;

Overwegende dat de zuivere kalksteen (CaCO₃>97 %) voor talrijke en gevarieerde markten bestemd is, gaande van de agrovoeding tot de scheikunde; dat voormeld verslag erop wijst dat, hoewel die markten fluctueren door de globalisering, de Waalse kalkproducenten een hogere vraag vermoeden, zowel op kwantitatief als kwalitatief vlak; dat de ontginning van de bioherm die ontdekt is benoorden de huidige ontginning weldegelijk inspeelt op een economische behoefte en de NV Carrières de Lompret het perspectief biedt om een nieuwe markt aan te boren die zij begint te prospecteren; dat de auteur van het effectenonderzoek voor het plan waaraan dit voorontwerp van plan onderworpen wordt overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek de marktaandelen nader zal moeten bepalen waarop de onderneming aanspraak zou kunnen maken, rekening houdend met de marktrevolutie en met de bekende ontwikkelingsprojecten van de concurrentie;

Overwegende dat blijkt uit de analyse van de bestaande feitelijke en rechtstoestand van de gronden die onderworpen zijn aan deze herziening van gewestplannen en van die in de naaste omgeving ervan :

dat drie woongebieden met een landelijk karakter in de buurt van de steengroeve van Lompret gelegen zijn :

- dichtstbijgelegen is het dorp Aublain, ongeveer op 300 meter ten oosten gelegen van de huidige ontginningsput, maar op minder dan 150 meter van het uiteinde van het ontginningsgebied dat thans in het gewestplan Philippeville-Couvin opgenomen is;
- het dorp Lompret waarvan het noordelijk deel, gevormd door de rue G. Sellière, gelegen is op ongeveer 300 meter ten westen van het ontginningsgebied;
- een woongebied gelegen op ongeveer 500 meter ten oosten, in het gehucht "La Galoperie";

Overwegende dat deze herziening van gewestplannen bijgevolg, voorzover ze het deel van het ontginningsgebied schrapt dat gelegen is ten oosten van de huidige ontginning, zal kunnen voorkomen dat de woningen van de rue de Virelles in Aublain te dicht in de buurt zouden komen te liggen van de ontginningsactiviteiten en hoofdzakelijk van de hinder wegens de mijnschoten; dat het nieuwe ontginningsgebied, voorzien in het noorden, eveneens van het dorpscentrum van Lompret verwijderd ligt;

Overwegende dat wat betreft de eventuele impact van de nieuwe steengroeve op de dichtstbij gelegen bevolkingsgroepen, op grond van de dossiergegevens opgemerkt moet worden dat de gelijktijdige ontginning van verschillende stoffen niet hoeft te resulteren in bijkomende industriële voorzieningen voorzover de bestaande installaties makkelijk aangepast kunnen worden aan het nieuw ontgonnen product; dat de toegangen onveranderd blijven, dat er een binnenweg van ongeveer 250 meter is voorzien tussen het ontginningsgebied en de bijgebouwen gelegen in het zuiden in het huidige ontginningsgebied; dat de mijnschoten voor de verdere ontginning beperkt worden tot één schot per week zoals dat heden het geval is en dat het verkeer in volume onveranderd blijft; overwegende dat niettegenstaande die aanwijzingen al die maatregelen en eventuele voorzieningen om de landschapsintegratie van de ontginning te begunstigen en de achteruitgang van de leefomgeving tegen te gaan zoals hinder door mijnschoten, verkeer, geluid, stof en andere luchtmissies nader bepaald zullen worden door het effectenonderzoek voor het plan dat uitgevoerd zal worden op grond van dit voorontwerp overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek en de globale vergunning waaraan de ontsluiting van het ontginningsgebied onderworpen zal worden;

Overwegende dat het dorp Lompret als geheel beschermd is bij een besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 22 maart 1983, op de lijst staat van de mooiste dorpen van Wallonië en valt onder het algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden;

Overwegende dat deze herziening van gewestplannen, voor zover ze meer bepaald de verdere ontginning in noordelijke richting doet opschuiven, weinig gevolgen zou moeten hebben op de aantrekkingskracht van het dorpse erfgoed en op de landschappelijke waardevolle omtrekken opgenomen in de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin op de gronden gelegen in de westelijke en zuidelijke verlenging van het huidige ontginningsgebied; dat hoewel dit deel van het grondgebied van een merk in overdruk voorzien is, het landschappelijk onderzoek van ADESA voor het Waalse Gewest uitgevoerd in 1999 het als landschappelijk niet erg waardevol bestemd wegens de versnippering ervan terwijl dat onderzoek een hoge landschappelijke waarde toeschrijft aan de gronden gelegen in Aublain die bij dit voorontwerp aan de ontginning onttrokken kan worden;

Overwegende dat de ontginningsactiviteit de waterlaag niet zal doen dalen daar de ontginning van de bioherm beperkt blijft tot op een diepte van 45 meter (d.w.z. tot 180 meter boven de zeespiegel) en dat er tijdens de boringen van 1994 geen watertoevloed vastgesteld is tot op een diepte van 50 meter;

Overwegende dat de watertoevloed wegens de gefaerde ontginning zoals voorgesteld evenwel aanzienlijk zou kunnen zijn in het westelijk deel van het overwogen ontginningsgebied waar de beek *La Fontaine* loopt op een hoogte van om en bij de 202 meter; dat die beek, die ingebed is in kleigrond die voortspruit uit de verwerking van de schist van

de onderliggende Formatie van Neuville omgeven is door moerasgebied waarin een in bedoeld ontginningsgebied gelegen populierenbos op vochtige grond gedijt; dat het effectenonderzoek waaraan dit voorontwerp onderworpen wordt nader in zal moeten gaan op de hydrogeologische en hydrologische aspecten van het ontwerp en de meest gepaste afstanden en maatregelen voorstelt om elke verstoring in de loop van beek en de vochtige gebieden die aan die beek verbonden zijn, te voorkomen;

Overwegende dat de biologische waarde van de weidelanden, gelegen in het overwogen gebied, betrekkelijk laag is terwijl die van de bospercelen en van de taluds van de spoorweg middelmatig tot hoog is;

Overwegende dat de verzoeker, om de impact op het natuurlijke milieu te verminderen, nu reeds voorziet in het behoud van een bebost, ongeveer tien meter breed buffergebied langs de onverharde weg nr. 9, aan de oostelijke grens van de steengroeve, en in de instandhouding van een andere bebost gebied, 25 meter breed, tussen de toekomstige ontginningsput en de voormalige spoorlijn; dat die buffergebieden goed zijn voor ongeveer 1,5 ha binnen in het toekomstige ontginningsgebied;

Overwegende dat de betrokken gronden niet in een Natura 2000-omtrek gelegen zijn, maar niettemin in het zuiden in het verlengde liggen van de Natura 2000-omtrek "Vallée de l'Eau Blanche" genaamd, te Virelles, goedgekeurd door de Waalse Regering op 26 september 2002, en zich eveneens bevinden op ongeveer 200 meter ten westen van de Natura 2000-omtrek "Vallée de l'Eau Blanche" genaamd, tussen Aublain en Mariembourg, opgericht op het grondgebied van Couvin; dat sommige delen van die omtrek, dichtbij de toekomstige ontginning, gelegen, op de beschermingslijst opgenomen zijn als bijzondere beschermings- en bijzondere instandhoudingsgebieden en dat er bovendien twee erkende natuurreservaten deel uitmaken van de omtrek van de "Vallée de l'Eau Blanche" te Virelles : de grot van Lomporet, gelegen op ongeveer 1 km bezuiden de bedoelde locatie en het meer van Virelles, op ongeveer 2 km westwaarts;

Overwegende dat de effecten van de overwogen uitbreiding op het natuurlijk milieu en het bestaan van beschermings- en instandhoudingsgebieden hoe dan ook aan een bijzonder onderzoek onderworpen zullen worden in het kader van het milieueffectenonderzoek voor het plan, bedoeld in artikel 42 van het Wetboek, waarbij de inhoud van dat onderzoek overigens overeenkomstig artikel 42, lid 4, van het Wetboek ter advies voorgelegd wordt aan de Directie Natuur van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

Overwegende dat enkel de waterwinning, gelegen in een straal van anderhalve km van het overwogen ontginningsgebied een traditionele put is die dwars door de laag devonkalksteen van het Bekken van Dinant snijdt en toebehoort aan de NV "Carrières de Lomporet" en gebruikt wordt voor het wassen van de granulaten;

Overwegende dat de betrokken percelen volgens het advies van het Directoraat-generaal Landbouw van 10 maart 2004 maar weinig geschikt zijn voor akkerbouw en weideland. Twee landbouwbedrijven verliezen ongeveer 5 % van hun oppervlakte zonder dat hun leefbaarheid bedreigd wordt gelet op het feit dat de percelen niet aan de bedrijfszetel grenzen en op de termijnen voor inbedrijfname van het ontginningsgebied;

Overwegende dat er bij de afgifte van de globale vergunning voorzien moet worden in de aanleg van een toegangsweg aan de noordgrens van bedoeld gebied om te voorkomen dat een landbouwbedrijf afgesneden wordt van een deel van zijn percelen;

Overwegende dat de uitbating van de nieuwe steengroeve de stabiliteit van het domein van de NMBS niet mag ondergraven; dat dat punt waarvoor nu reeds maatregelen zijn bepaald in artikel 4 van dit besluit met bijzondere aandacht gevolgd moet worden in het kader van het milieueffectenonderzoek dat overeenkomstig artikel 42 van het Wetboek wordt uitgevoerd;

Overwegende dat uit de dossiergegevens blijkt dat de deklaag tussen 0 en 3 meter zou schommelen en dat de kwaliteit van de kalksteen de bijna volledige valorisering ervan toelaat; dat een deel van afgegraven deklaag en de steriele gesteenten zal dienen voor het dempen van de huidige ontginningsput terwijl de overgebleven aarde opgehoopt wordt aan de noordrand van de huidige ontginningsput en bij het einde van de ontginning beplant zal worden; dat die gegevens met betrekking tot het volume van de deklaag en de steriele gesteenten en het beheer ervan in functie van de voorziene bedrijfsfasen geverifieerd zullen moeten worden en eventueel in voornoemd milieueffectenonderzoek herbepaald zullen moeten worden;

Overwegende dat, opdat een vergunning in combinatie met een borgstelling de door te voeren heraanleg waarborgt, een kleine oppervlakte van 63 aren, gelegen in het zuidoosten in het verlengde van het ontginningsgebied opgenomen in het gewestplan Thuin-Chimay, afgezoomd door de rue Moniotte en gelegen aan de grens met Aublain, die hoewel opgenomen als landbouwgebied door de vorige eigenaar is afgegraven, ook als ontginningsgebied opgenomen moet worden;

Overwegende dat dit voorontwerp van herziening van een gewestplan voldoet aan het bepaalde van artikel 46, § 1, 2°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium dat elke lintbebouwing langs de weg verbiedt;

Overwegende dat artikel 46, § 1, 3°, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium het volgende bepaalt : "de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied wordt gecompenseerd door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een niet-bebouwingsgebied of door een alternatieve compensatie bepaald door de Regering";

Overwegende dat bijgevolg overwogen wordt de opnemings van de nieuwe ontginningsgebieden planologisch te compenseren door de herbestemming als landbouwgebied van gronden met een oppervlakte van om en bij de 8 ha, gelegen ten oosten van de thans in bedrijf zijnde steengroeve, heden opgenomen als ontginningsgebied in de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin, op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lomporet) en Couvin (Aublain);

Overwegende dat het minieme verschil in oppervlakte tussen de nieuwe gebieden al dan niet bestemd voor bebouwing eenvoudigweg toe te schrijven is aan de herijking van de bestemmingsgebieden in verband met het gebruik van een recentere NGI-kaart dan het kaartdocument dat voor de opstelling van het gewestplan in 1979 is gebruikt; dat de heraanleg van de reeds als landbouwgebied gebruikte gronden daarnaast beschouwd kan worden als een voldoende alternatieve compensatie ter dekking van de bestemming ervan als ontginningsgebied;

Overwegende dat dit voorontwerp er samenvattend op gericht is de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin te wijzigen om de verderzetting van de activiteiten van de NV "Carrières de Lomporet" mogelijk te maken op gronden opgenomen als landbouw- en bosgebied in het gewestplan benoorden de huidige ontginning, op het grondgebied van Chimay en de opnemings van dat nieuwe ontginningsgebied te compenseren door de herbestemming als landbouwgebied van gronden gelegen ten oosten van de huidige ontginningsput op de grondgebieden van Chimay en Couvin die moeilijk te ontginnen zijn wegens zowel hun fysisch-chemische kwaliteiten als de nabijheid van woongebieden;

Overwegende dat voorgaande afweging als resultaat van de evaluatie van de behoeften en van de analyse van de bestaande feitelijke en rechtstoestand aantoonde dat dit voorontwerp met inachtneming van de doelstellingen verwoord in artikel 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium in de behoefte aan ruimte kan voorzien voor de verderzetting van de ontginningsactiviteit van de NV "Carrières de Lomporet" voor de komende dertig jaar;

Overwegende dat dit ontwerp het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan goedgekeurd op 27 mei 1999 conform is, daar het een gepaste valorisering beoogt van de ontgonnen stof en daardoor ingespeeld kan worden op de behoeften op middellange termijn (30 j.) van de gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. De Regering beslist tot de herziening van blad 57/7 van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin met het oog op de uitbreiding van de steengroeve van Lompret.

Art. 2. Het voorontwerp van herziening van blad 57/7 van de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin met het oog op de opnemings van twee ontginningsgebieden op het grondgebied van Chimay (Lompret) en een landbouwgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain) wordt opgesteld overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 3. Het ontginningsgebied opgenomen op de oorspronkelijk als landbouwgebied ingesloten gronden aan de grens van de gemeenten Chimay en Couvin wordt gecombineerd met een bijkomend voorschrift *S 26 waardoor enkel werken toegelaten worden die verband houden met de heraanleg van de locatie.

Art. 4. Alle handelingen of werken in verband met de ontginning van de groeve zijn verboden in het ontginningsgebied dat zich uitstrekt over een diepte van 25 meter vanaf het buitenspoor van de spoorlijn en over een diepte van 10 meter van de as van de onverharde weg die de oostgrens van het gebied vormt.

Art. 5. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling is ermee belast bijgevoegde ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek voor het gewestplan voor advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire", aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" en aan de Afdeling Natuur van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en haar daarna ter goedkeuring voor te leggen overeenkomstig artikel 42, lid 4, van het Wetboek.

Namen, 7 juni 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Het plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, rue des Brigades d'Irlande 1, te 5100 Jambes.

BIJLAGE

Ontwerp-inhoud van het milieueffectenonderzoek voor een gewestplan, opgelegd bij artikel 42 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

1. Omvang.

Geen enkel bestanddeel van het voorontwerp is van het milieueffectenonderzoek vrijgesteld.

2. Nauwkeurighedsgraad van de gegevens.

Het hieronder overwogen bestek is een standaarddocument waarvan de nauwkeurighedsgraad geacht wordt voldoende te zijn wat betreft artikel 42 van het Wetboek.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan volgende gegevens :

- De verenigbaarheid van het voorontwerp met het beginsel van spaarzaam gebruik van de ondergrondse rijkdommen zowel ten opzichte van de evolutie van de markt voor kalksteen met een hoog gehalte en van de perspectieven voor de onderneming als van het overwogen bedrijfsproject (oppervlakte, bedrijfstechneken,...);
- De nabije ligging van de voormalige spoorlijn Chimay-Mariembourg waarvan de stabiliteit van het talud gewaarborgd en de biologische waarde gevrijwaard moet worden;
- De loop van de beek *La Fontaine*, ingebed in klei in het westdeel van het toekomstige ontginningsgebied, die verstoord zou kunnen worden door de ontginning (verliezen) en watertoevloed zou kunnen veroorzaken in de groeve;
- Het bestaan in het toekomstige ontginningsgebied van een moerasgebied met een populierenbos op een vochtige bodem;
- De biologische waarde van het bosgedeelte;
- De Natura 2000-omtrekken van de "Vallée de l'Eau Blanche" te Virelles, gelegen in het verlengde van de toekomstige steengroeve van de "Vallée de l'Eau Blanche" tussen Aublain en Mariembourg, gelegen op ongeveer 200 meter en de erkende reservaten, bijzondere beschermings- en instandhoudingsgebieden gelegen in Natura 2000-omtrekken;
- Het exacte volume van de afgezette aarde en de steriele gesteenten en het beheer ervan;
- De heraanleg van de locatie na ontginning.

FASE I

Inleiding.

De inleiding heeft als doel het effectenonderzoek in zijn context te plaatsen en wil met name de procedure voor het publiek duidelijker maken.

1. Verwijzing naar de procedure voor de herziening van een gewestplan, artikelen 42 tot 46 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

2. Voorontwerp van herziening van het gewestplan goedgekeurd door de Waalse Regering met inbegrip van de verzachtende maatregelen met betrekking tot de uitvoering van het project (artikel 42, 1°).

3. Actoren van de herziening van het gewestplan.

3.1. Beslissingsmaker.

Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.

3.2. Initiatiefnemer van het verzoek.

Promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat. Organogram van de vennootschap (meer bepaald indien meerdere filialen, ou meerdere vennootschappen in een groep). De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

3.3. Auteur van het effectenonderzoek.

Erkend studiebureau: de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het onderzoek hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren. De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

4. Potentiële drukfactoren, door het bestuur onderkend.

Het betreft de drukfactoren die het bestuur heeft onderkend op grond van de analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en van de verschillende adviezen die het in dit stadium van de procedure gekregen heeft (college van burgemeester en schepenen, gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, Ministerie van Uitrusting en Vervoer, Directoraat-generaal Landbouw, Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu - Afdeling Natuur en Bossen, DE, Afdeling Preventie en Vergunningen, Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling, de waterleidingmaatschappijen, Elia, NMBS, Landsverdediging,...).

HOOFDSTUK I. — Omschrijving van het voorontwerp van plan

1. Doel van de herziening van het gewestplan (artikel 42, 1°).

Bepaling van ligging en oppervlakte van het (de) ontginningsgebied(en) (of andere gebieden en/of omtrek(ken) opgenomen in artikel 40 van het Wetboek), opgenomen in het voorontwerp van plan, met inbegrip van de planologische compensaties.

- Exacte plaatsbepaling (provincie, gemeente, gehucht, straat, bladnr. NGL, Lambert-coördinaten) en illustratie op wegen- en topografische kaarten (1/50 000e en 1/10 000e) + ortofotoplan 1/10 000e;
- kadastrale percelen betrokken bij de herziening van het gewestplan en op NGL-achtergrond overgedrukt op 1/10 000e en 1/25 000e; de totale oppervlakte die eigendom is van de aanvrager, bepalen, afschrift van de terbeschikkingstelling van de gronden;
- (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10 000e en 1/25 000e); de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek) nader bepalen. In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel 41 van het Wetboek).
- Geologische omschrijving van de afzetting bedoeld in de herziening van het gewestplan.

. Regionale geologie (structureel bekken of massief);

. Afzetting (lithologie, ouderdom, vorming, lid, totaal en gevaloriseerd vermogen, structuur van de lagen (hellingshoek en richting), aard en dikte van de bedekking... - een uittreksel bijvoegen van de meest recente geologische kaart; minstens een geologische dwarsdoorsnede ter hoogte van de toekomstige ontginning aangeven; daarbij de bevindingen van de boringen voegen en/of van de geofysische prospectie, de bevindingen van de fysisch-chemische analyses of van elk ander gegeven in verband met de kwaliteit van de te ontginnen afzetting);

. Geotechnische drukfactoren (karst, tectonische accidenten (breuken en verschuivingen), hydrogeologie, voormalige ondergrondse mijnwerkzaamheden,...).

— Overwogen bedrijfsproject.

. Productie (de producten nader omschrijven van de groeve en de hoeveelheden opgeven in ton of kubieke meter, een eventuele voorziene groei, de huidige of overwogen valoriseringen (nieuwe producten) aangeven, met inbegrip voor de steriele gesteenten (gebruiksvormen en toepassing uitleggen);

. Ontginningstechnieken en behandeling van de rots (flowsheet van de ontginning);

. Fasering van de bezetting (met inbegrip het beheer van de steriele gesteenten, het opgepompte water en de heraanleg);

. Overwogen infrastructures (in de omtrek van het voorontwerp en daarbuiten).

2. Identificatie en expliciteer van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (artikel 42, 1°).

Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van het plan voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.

Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de relevante plannen en programma's (artikel 42, 1°).

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en de verschillende plannen en programma's zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het bijgewerkte toekomstcontract voor Wallonië...

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het voorontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.

HOOFDSTUK II. — Sociaal-economische verantwoording van de uitbreiding van de ontginningsgebieden in het gewestplan

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan op een relevant grondgebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en worden de voornaamste sociaal-economische effecten van de herziening van het gewestplan aangeduid. (artikel 42, 2°).

1. Evaluatie van de behoefte.

1.1. Kenmerken van het product.

Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product.

1.2. Evaluatie van de vraag.

Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.2.1. Globale markt van de stof : huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven.

- De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. Als de denkoefening relevant is, de voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de site; in het tegenovergesteld geval, de afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.
- Evolutie van de markt de volgende dertig jaar : Er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt.

- Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende site op een kaart aanduiden).
- Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).
- Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusie over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar.

1.3. Evaluatie van de potentialiteiten van het gewestplan.

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief én kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen.

- In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht.
- In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.

Voor elke site die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

Nagegaan dienen te worden : de bereikbaarheid van de site, de aanwezigheid van de nodige infrastructuur aanwezig zijn, de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften.

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

2. Sociaal-economische gevolgen.

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel vóór als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

*HOOFDSTUK III. — Validering van de ligging van het voorontwerp
Identificatie en analyse van de liggingsvarianten*

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het voorontwerp al dan niet te valideren :

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de in 1.3. onderkende liggingscriteria,

en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken. (artikel 42, 11°).

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties.

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Benadrukking van de voornaamste liggingscriteria die beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp zoals geldig verklaard in punt 3 van hoofdstuk I.

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht :

2.1. Kenmerken van de afzetting : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers.

2.3. Bereikbaarheid.

2.4. Bestaan van noodzakelijke infrastructuur.

2.5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten).

3. Validering van de ligging van het voorontwerp.

Hier wordt nagegaan of de ligging van het voorontwerp niet in tegenspraak komt te staan met de gewestelijke opties onderkend in punt 1 en de liggingscriteria uiteengezet in punt 2 naleeft.

4. Onderzoek naar en presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het voorontwerp.

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria toe te passen die naar voren zijn gekomen in punt 2 toe te passen op het grondgebied van de afzetkring waarbij rekening wordt gehouden met de gewestelijke opties bepaald in punt 1.

Die liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

5. Keuze van wisseloplossingen inzake ligging.

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het voorontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft :

- de gewestelijke opties;
- de liggingscriteria;
- de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring;
- de kosten voor de ontsluiting ten laste van de gemeenschap en selectie van één of meerdere liggingsvarianten.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het voorontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

6. Planologische compensatie.

Validering van de geschiktheid van de ligging van de planologische compensaties ten opzichte van de economische, sociale, ecologische en erfgoedbehoeften, als van de bestaande feitelijke toestand.

Voorstelling van wisseloplossingen inzake ligging indien nodig.

FASE II

HOOFDSTUK IV. — *Aanwijzing en analyse van de drukfactoren
en de potentialiteiten van de sites uit het voorontwerp en de liggingsvarianten*

1. Omschrijving van het regelgevend verband.

1.1. Inrichtingsgebieden en -ontrekken conform de regelgeving.

1.1.1. Gewestelijk niveau (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden,...).

1.1.2. Gemeentelijk niveau (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevoororderingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan,...).

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt.

1.2.1. Fauna en flora (rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuureservaten, Natura 2000-ontrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 6 december 2001) en soorten van gemeenschapsbelang,...).

1.2.2. Menselijke activiteiten (rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte,...).

1.3. Ontrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten (bestaande verkavelingen, ontrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goederen met voorkooprecht, onroerende goederen met onteigening ten algemene nutte,...).

1.4. Ontrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen (ruilverkavelingsontrekken, stadheroplevingsontrekken, stadsvernieuwingsontrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden,...).

1.5. Erfgoed- en archeologische sites (beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen,...).

1.6. Drukfactoren van leefmilieu (ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtige gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen,...).

1.7. De regelgevingstoestand van het bedrijf (vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen,...) als het voorontwerp de uitbreiding van het bedrijf beoogt.

2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van de betrokken sites (artikel 42, 3°).

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studiebureau.

2.1. Menselijke kenmerken.

2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen).

2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructures en uitrustingen (wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen,...) + cartografie en evolutie van de capaciteiten).

2.1.3. Menselijke activiteiten (aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (SEVESO) industriële activiteiten,...).

2.2. Leefmilieukenmerken.

2.2.1. Geologie (Wordt indien nodig besproken).

2.2.2. Pedologie (karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen).

2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie (stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piëzometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu,...).

2.2.4. Topografie en landschappen (geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's,...).

2.2.5. Lucht en klimaat (beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties,...).

2.2.6. Geluidshinder en trillingen (huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren).

2.2.7. Fauna en flora (inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus).

3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten (artikel 42, 3°).

HOOFDSTUK V. — *Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu*

Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken (artikel 42, 8°).

Indien de uitvoering van het (de) ontginningsgebied(en) gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor de site van het voorontwerp en de liggingvarianten.

1. Impact op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne,...).

1.1. Bebouwing (verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur).

1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed (beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen,...).

1.3. Verkeer (rechtstreeks, onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen, effecten op het wegen- en snelwegnet, de infrastructuren en de mobiliteitsstromen,...).

1.4. Mijnschoten (trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten,...).

1.5. Geluidshinder (recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra).

1.6. Lucht en klimaat (stof - installatie van Owen-meetinstrumenten -, mistvorming, geurhinder,...).

1.7. Topografie en landschappen (tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesefoto's maken).

2. Impact op de menselijke activiteiten (toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid,...).

3. Impact op bodem en ondergrond (karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren,...).

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie.

4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel (verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel,...).

4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel (debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,...).

4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbaar watervoorraden.

5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit.

Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 200-omtrekken,... (wetgeving inzake natuurbehoud en Europese Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG).

6. Interactie tussen die verschillende factoren.

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (artikel 42, 4°).

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

HOOFDSTUK IV. — *Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp of de liggingsvarianten*

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, 11°).

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van de gebieden;
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen;...

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :

- beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
- beantwoorden (artikel 1, § 1) aan het bepaalde van het Wetboek en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.

2. Uit te voeren maatregelen (artikel 42, 10°).

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Bijstelling van de regelgevende zonering (met inbegrip van de omtrekken bepaald in artikel 40 van het Wetboek), met inbegrip van de gebieden die de planologische compensatie vormen.

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften.

Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en);
- de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
- de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
- de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd.

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen.

2.4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten.

3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (artikel 42, 7°).

De inoverweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (artikel 42, 3°).

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukeurmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

HOOFDSTUK VII. — *Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan*

1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten (artikel 42, hoofdstuk 11°).

De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1, § 1 van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (artikel 42, 13°).

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

HOOFDSTUK VIII. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden*

1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (artikel 42, 12°).

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Grenzen van het onderzoek (artikel 42, 12°).

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

Bibliografie.

Niet-technische samenvatting.

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juni 2007 waarbij beslist wordt de gewestplannen Thuin-Chimay en Philippeville-Couvin (blad 57/7) te herzien en waarbij het voorontwerp van herziening wordt aangenomen met het oog op de opnemings van twee ontginningsgebieden als uitbreiding van de steengroeve van Lompret op het grondgebied van de gemeente Chimay (Lompret) en op de herbestemming van gronden, gelegen in het oostelijk deel van het bestaande ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeenten Chimay (Lompret) en Couvin (Aublain) als landbouwgebied ten titel van planologische compensatie.

Namen, 7 juni 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 3117

[2007/202339]

5 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 mars 2007;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, rendu le 27 mars 2007;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, rendu le 2 avril 2007;

Vu l'avis de la Commission consultative du dispositif intégré d'insertion, rendu le 3 avril 2007;

Vu l'avis n° 43.204/2 du Conseil d'Etat, rendu le 25 juin 2007;

Sur la proposition conjointe de la Ministre de la Formation et du Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2005 portant exécution du décret du 1^{er} avril 2004 relatif au dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, est inséré un alinéa 2 libellé comme suit :

« Sans préjudice des bénéficiaires appartenant aux catégories définies aux points 1° à 9° de l'alinéa précédent, le FOREm propose, de manière systématique, aux jeunes de moins de vingt-cinq ans qui s'inscrivent comme demandeurs d'emploi à l'issue de leurs études, sans avoir obtenu un diplôme du troisième degré de l'enseignement secondaire, la conclusion d'un contrat crédit insertion, tel que visé au chapitre II du présent arrêté, en fonction de leurs caractéristiques, de leurs besoins et des opportunités offertes sur le marché de l'emploi »;